



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*  
*2016 -2017*

**Que veut Erdoğan ?**  
**La géopolitique turque actuelle**



**Chef d'escadrons (TA) Marc Pezet**

Sous la direction de :

**M. Pascal Chaigneau**

**Professeur des universités**

## RESUME

Au mois de mars 2003, Recep Tayyip Erdoğan, président d'un parti néo-islamiste, l'AKP, devient Premier ministre de la Turquie. En 14 ans au pouvoir, il fait considérablement évoluer son pays qui connaît de fortes mutations aux niveaux politique, économique, social, sociétal et culturel. Sur le plan extérieur, la Turquie fait preuve d'un rayonnement croissant, une évolution notable pour un Etat qui a longtemps hésité à s'affirmer sur la scène internationale. Tandis que certains de ces changements rapprochent la Turquie du monde occidental, d'autres, au contraire, l'en éloignent.

Depuis la fin des années 2000, la politique menée par Recep Erdoğan suscite une inquiétude croissante au sein de l'opposition et parmi les pays occidentaux, du fait de prises de position et d'engagements amenant le chef de l'Etat turc à se montrer de plus en plus autoritaire et à se démarquer régulièrement de ses alliés. A ce titre, on peut se demander s'il vise, à terme, à mettre fin aux liens culturels, politiques et militaires qui unissent la Turquie au monde occidental ?

En dépit du rapprochement récent de la Turquie et de la Russie, cette hypothèse est peu probable. En effet, sans l'appui de l'OTAN et de l'UE, la Turquie perdrait vraisemblablement ce sur quoi elle a bâti sa sécurité et sa prospérité économique, aucun nouveau partenariat n'étant susceptible de lui apporter ces éléments vitaux à la poursuite de ses ambitions actuelles. Pour autant, le président turc entend désormais construire l'avenir de son pays sur de nouvelles bases, notamment en rééquilibrant ses alliances. A ce titre, les tensions récurrentes qui l'opposent à l'UE sont révélatrices des relations à venir entre la Turquie et les pays occidentaux. Celles-ci resteront très probablement fondées sur le rapport de force.

## ABSTRACT

In March 2003, Recep Tayyip Erdoğan, president of a neo-Islamist party, became Prime Minister of Turkey. In 14 years in power, he has considerably made his country evolved, in the political, economic, social and cultural fields. In the external domain, Turkey has showed a growing influence, a notable development for a state that had long hesitated to weigh on the international scene. While some of these changes have brought Turkey closer to the Western world, others, on the contrary, have moved it away.

Since the late 2000s, Recep Erdoğan's policy has been a source of growing concern among the opposition and among Western countries as a result of positions and commitments leading the Turkish head of state to show more and more authoritarianism and to stand out regularly from its allies. In this respect, it may be asked whether, in the long term, it could put an end to the cultural, political and military links which have been uniting Turkey to the Western world.

Despite its recent rapprochement with Russia, this hypothesis is unlikely. Indeed, without the NATO and EU support, Turkey would probably weaken the foundations of its security and economic prosperity. No new partnership is likely to bring these vital elements to the pursuit of its current ambitions. However, the Turkish president has been intending to build the future of his country on new foundations, including a new balance of its external relations. In this respect, the recurring tensions that have been opposing it to the EU are indicative of the future relations with Turkey. These will most likely remain based on the balance of power.

# TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>I. LES PAROLES : CONSTANTES ET EVOLUTIONS DU DISCOURS DE RECEP ERDOĞAN.....</b>	<b>8</b>
<b>1. Le domaine intérieur.....</b>	<b>9</b>
a. Un discours fondé sur la défense du peuple turc et de la démocratie.....	9
b. D'un discours clivant à un discours accusateur.....	10
c. Des références permanentes à Mustapha Kemal et à la République.....	10
d. Le succès intérieur du « Néo-ottomanisme ».....	12
e. La question kurde : des ouvertures vers la communauté kurde à la poursuite de la lutte contre le PKK.....	12
f. Islam : un discours adapté au contexte politique intérieur.....	13
<b>2. Le domaine économique : De la défense des valeurs libérales à l'exploitation politique de la croissance.....</b>	<b>16</b>
a. L'évolution du discours économique depuis 2003 : du projet libéral à un hypothétique modèle économique turc.....	16
b. Le dynamisme de l'économie au service de la fierté nationale.....	17
c. Le dynamisme de l'économie au service de la politique étrangère.....	18
<b>3. La politique étrangère.....</b>	<b>18</b>
a. Au sujet du monde arabo-musulman.....	19
b. Au sujet du monde occidental.....	21
c. Au sujet de l'Eurasie.....	23
d. Le discours destiné aux pays émergents.....	24
<b>II. LES ACTES : L'IMBRICATION DES STRATEGIES.....</b>	<b>25</b>
<b>1. Le domaine intérieur.....</b>	<b>25</b>
a. L' « apprentissage » (2003-2007).....	25
b. La prise en main de l'Etat et de la nation turque (2007-2016).....	28
c. La tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 : zones d'ombre et exploitation par le pouvoir exécutif.....	29
d. La réislamisation de la société turque.....	30
e. La gestion de la question kurde : au cœur de la transivité entre politique intérieure et politique étrangère.....	32
<b>2. Le domaine économique.....</b>	<b>34</b>
a. Un bilan économique positif.....	34
b. Des défis structurels à surmonter.....	35
c. La peur du déclassement.....	36

3. La politique étrangère turque : entre rayonnement croissant et ambitions déçues .....	37
a. Niveau régional : De « Zéro problème avec les voisins » à l'isolement de la diplomatie turque .....	37
b. Face à l'Eurasie .....	39
c. Face au monde occidental .....	41
L'évolution de la politique européenne de la Turquie .....	41
d. Face au reste du monde.....	44
<b>III. PROSPECTIVE : DEFIS ET DILEMMES DE LA TURQUIE D'ERDOGAN.....</b>	<b>46</b>
1. Défis et dilemmes intérieurs .....	46
a. La nouvelle scène politique intérieure .....	46
b. La question kurde.....	47
2. Défis et dilemmes extérieurs .....	48
a. Au niveau régional : La Turquie et la Syrie « après <i>Daech</i> ».....	48
b. Face au monde occidental .....	48
c. Face à l'Eurasie .....	50
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>51</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>53</b>
<b>ANNEXE I ABREVIATIONS .....</b>	<b>60</b>
<b>ANNEXE II CHRONOLOGIE.....</b>	<b>62</b>
<b>ANNEXE III CARTES .....</b>	<b>75</b>
<b>ANNEXE IV LISTE DES PRESIDENTS DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE .....</b>	<b>80</b>
<b>ANNEXE V ATTENTATS EN TURQUIE (2015-2017).....</b>	<b>81</b>

## INTRODUCTION

Au mois de mars 2003, Recep Tayyip Erdoğan, ancien maire d'Istanbul<sup>1</sup> et président d'un parti néo-islamiste récemment créé qui vient de remporter les élections législatives, le Parti de la Justice et du Développement (AKP), devient Premier ministre de la Turquie. Bien qu'il doive composer avec les militaires qui conservent un fort contrôle sur la vie politique, il est le premier chef de gouvernement turc à disposer d'une majorité stable depuis 1987.

En 14 ans au pouvoir, en tant que Premier ministre puis président de la République<sup>2</sup>, Recep Tayyip Erdoğan fait considérablement évoluer son pays. Sous son impulsion, la Turquie connaît de fortes mutations aux niveaux politique, économique, social, sociétal et culturel. Tandis que certains de ces changements rapprochent la Turquie du monde occidental, d'autres, au contraire, l'en éloignent.

Sur le plan extérieur, la Turquie fait preuve d'un rayonnement croissant, souvent qualifié de « néo-ottomanisme », une évolution notable pour un Etat qui a longtemps hésité à s'affirmer sur la scène internationale et régionale, préférant se concentrer sur son propre développement en vertu d'une doctrine kémaliste guidée par un principe simple: « *Paix dans le pays, paix dans le monde* ».

Pour ses partisans, Recep Erdoğan est à la fois celui qui a permis l'envol de l'économie, celui qui a redonné de la vigueur à la fierté nationale grâce à une ambitieuse politique étrangère et un vrai défenseur de la foi musulmane. Pour ses détracteurs, il est un sultan auto-proclamé, qui suit un agenda caché, cherchant à tirer parti de la démocratie pour saper progressivement les fondements du kémalisme sur lequel a été fondée la République de Turquie.

En dépit des craintes suscitées, notamment dans l'Union européenne (UE), par l'arrivée au pouvoir d'un parti néo-islamiste dont le noyau dur est constitué par l'aile modérée d'un parti islamiste dissout, le Parti de la Vertu, le discours modéré de Recep Erdoğan rassure initialement les Occidentaux. Se déclarant : « *démocrate conservateur* », par référence aux démocrates chrétiens européens, le nouveau Premier ministre affirme être respectueux de la

---

<sup>1</sup> Recep Tayyip Erdoğan (1954-) a été le maire d'Istanbul de 1994 à 1998. Elu grâce à un efficace discours anti-corruption, il doit quitter ses fonctions à la suite de sa condamnation à une peine de 10 mois de prison pour avoir, lors d'un meeting politique, utilisé une citation du poète Ziya Gökalp qualifiée d'incitation à la haine.

<sup>2</sup> Le 10 août 2014, à l'occasion de la première élection du chef de l'Etat turc au suffrage universel direct, Recep Tayyip Erdoğan est élu président de la République de Turquie dès le premier tour, avec 51,8% des voix.

laïcité, laissant à penser qu'il est à même de créer un modèle, éventuellement exportable, conciliant islam et démocratie.

Pour autant, à partir de la fin des années 2000, la politique suivie par la Turquie suscite une inquiétude croissante au sein de l'opposition et parmi les pays occidentaux, notamment chez les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) du fait de prises de position et d'engagements amenant le chef de l'Etat turc à se montrer de plus en plus autoritaire et à se démarquer régulièrement de ses alliés.

Depuis le mois de juillet 2016 enfin, tirant parti avec réactivité de l'échec d'une tentative de coup d'Etat dont les dessous demeurent obscurs, le président turc donne raison à ces craintes. Après avoir mis définitivement fin au contrôle que l'armée exerçait sur la vie politique depuis la mort de Mustapha Kemal<sup>3</sup>, il procède à une véritable épuration de l'appareil d'Etat et de la presse au prétexte de protéger la démocratie turque.

Dans ce contexte, l'évolution du discours et des actes de Recep Tayyip Erdoğan, en particulier depuis la fin des années 2000, pose de nombreuses questions sur ses objectifs politiques réels, ainsi que sur les conséquences qu'ils auront sur les liens privilégiés que la Turquie entretient avec les pays occidentaux depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

A ce titre, on peut se demander si l'orientation prise par le chef de l'Etat turc vise, à terme, à mettre fin aux liens culturels, politiques et militaires qui unissent la Turquie au monde occidental ? Ou si au contraire, le Président Erdoğan souhaite maintenir ces liens actuellement distendus afin d'éviter à son pays de tomber dans un isolement préjudiciable à la poursuite de sa croissance économique ainsi qu'à sa sécurité.

Répondre à cette interrogation implique de relire, sans parti pris, l'histoire de la Turquie depuis les années 90 afin de considérer Recep Erdoğan au-delà de l'image négative qui est désormais la sienne dans la plupart des pays occidentaux. En effet, si l'homme et ses méthodes ont fait l'objet de nombreux ouvrages, flatteurs ou au contraire à charge, peu d'entre eux permettent d'appréhender avec impartialité les objectifs qui sont vraisemblablement les siens à long terme.

---

<sup>3</sup> Mustapha Kemal dit Atatürk (1881-1938), a fondé la République de Turquie qu'il a dirigée de 1923, date de sa création, à sa mort, en 1938.

Afin d'y parvenir, ce mémoire vise à décrypter la stratégie ainsi que les intentions du chef de l'Etat turc à travers ses paroles et ses actes. Réalisé dans un contexte où la situation intérieure et la politique étrangère turques sont en pleine évolution, il est fondé sur l'analyse de nombreux discours de Recep Erdoğan et de ses proches, d'études rédigées par des *think tanks* ainsi que sur des entretiens avec des experts des Ministères français des Affaires étrangères et de la Défense.

Centré sur la politique conçue et mise en œuvre par Recep Tayyip Erdoğan depuis son accession au pouvoir en 2003, ce mémoire se propose de revenir, dans un premier temps sur l'évolution de son discours (les paroles) avant d'aborder ses méthodes (les actes). Enfin, une dernière partie consacrée à la prospective s'intéressera à l'avenir de la Turquie.

## I. LES PAROLES : CONSTANTES ET EVOLUTIONS DU DISCOURS DE RECEP ERDOĞAN

Qu'il s'exprime sur des sujets intérieurs, extérieurs ou sur l'économie, le discours de Recep Erdoğan est marqué depuis près de deux décennies par trois caractéristiques majeures : l'expression d'une grande fierté nationaliste, l'assurance et l'ambition. Le ton, quant à lui, varie entre la bienveillance et l'agressivité, celle-ci l'amenant de manière croissante à effectuer des provocations verbales.

Chacun de ses discours revendique une parfaite cohérence entre l'histoire du peuple turc, les actions entreprises depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir et les objectifs affichés. A ce titre, en parallèle du contenu des discours prononcés par le chef de l'Etat turc, il est particulièrement éclairant d'observer la manière dont l'histoire officielle de l'AKP met en perspective les 14 années passées par Recep Erdoğan au pouvoir, les divisant en trois périodes, chacune correspondant à une législature : « *L'apprentissage* » (2003-2007), « *Le savoir-faire* » (2007-2011), « *La maîtrise* » (après 2011). Pour Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse, « *Cette périodisation qui reprend le vocabulaire traditionnel des corps de métier produit des interprétations simples du sens de l'histoire récente -comme si on assistait à une irrémédiable montée en puissance-, qui sont inlassablement reprises jusqu'à devenir des évidences qu'on ne peut plus interroger.* »<sup>4</sup>

D'une manière générale, l'observation du discours de Recep Erdoğan laisse apparaître, en fonction des sujets, des évolutions progressives ou des ruptures qui suivent la progression de sa confiance en son destin personnel et ses succès politiques, tout particulièrement depuis 2007, année à partir de laquelle il commence véritablement à prendre en main l'Etat turc, s'autorisant dès lors un nombre croissant de références à l'islam et de déclarations provocatrices.

---

<sup>4</sup> CHEVIRON Nicolas, PEROUSE Jean-François, *Erdoğan, Nouveau Père de la Turquie ?* Editions François Bourin, Paris, mars 2016, p.220.

## 1. Le domaine intérieur

Le talent politique de Recep Tayyip Erdoğan et la clé probable de ses succès électoraux depuis 2003 résident notamment dans la capacité qu'il a eue à raviver la fierté nationale turque grâce à un discours fondé sur l'imaginaire historique, la mise en avant des atouts de son pays et l'évocation d'un avenir prometteur.

### a. Un discours fondé sur la défense du peuple turc et de la démocratie

Depuis le début de son parcours, Recep Tayyip Erdoğan fait de sa relation au peuple le fondement de sa légitimité politique. Evoquant sa candidature aux élections municipales d'Istanbul, au mois de mars 1989, il affirme ainsi : « *Je voyais ces élections comme une opportunité [...] En participant à cette élection, je voulais faire la démonstration de cette conviction et montrer que ce mur entre nous et le peuple n'était pas indestructible.* »<sup>5</sup>

Longtemps sous la menace de l'armée et d'institutions laïques hostiles, Recep Erdoğan prend ensuite l'habitude, en tant que maire d'Istanbul, puis Premier ministre de chercher dans les seules urnes la légitimité de son pouvoir. Souvent qualifié de « populiste » dans les pays occidentaux, en particulier depuis que son image y décline, Recep Erdoğan sait parler au peuple, en particulier aux classes sociales les plus basses dont il aime à se présenter comme issu.

S'il revendique le qualificatif de démocrate, Recep Erdoğan se présente avant tout comme un défenseur du peuple. Au mois de juillet 1996, alors qu'il est maire d'Istanbul, il n'hésite ainsi pas à dire à des journalistes que : « *La démocratie est un moyen et pas une fin* »<sup>6</sup>, déclaration qui lui sera ensuite souvent reprochée par ses adversaires. S'il se montre ensuite plus prudent sur ce sujet, il affirme néanmoins régulièrement que la démocratie peut revêtir différentes formes et qu'elle doit s'adapter à la culture politique nationale. Ainsi, le 29 janvier 2015, à l'occasion d'une longue interview accordée à la *Turkish Radio and Television Corporation* (TRTC), défendant la nécessité de mettre en place un régime présidentiel en Turquie, il

---

<sup>5</sup> BESLI Hüseyin, *R. Tayyip Erdoğan, La naissance d'un leader*, Meydan Yayıncılık, Istanbul, 2010. Hüseyin Besli a exercé précédemment la fonction de conseiller en communication de Recep Tayyip Erdoğan.

<sup>6</sup> Entretien avec Nilgün Düzel, *Yeni Yüzyil*, 23 septembre 1996. Cité par ÇAKIR Ruşen et ÇALMUK Fehmi, *Recep Tayyip Erdoğan. Bir dönüşüm öyküsü*. Recep Erdoğan tient là des propos semblables à ceux tenus quelques années auparavant par Necmettin Erbakan, considéré alors comme son « maître à penser ».

affirme que son pays « *doit mettre en place un système politique en accord avec ses propres valeurs comme la France et les Etats-Unis l'ont fait par le passé* »<sup>7</sup>.

#### **b. D'un discours clivant à un discours accusateur**

Depuis son accession au pouvoir en 2003, Recep Erdoğan se pose en représentant du peuple par opposition aux élites qu'il désigne comme étant une « *oligarchie bureaucratique* ». On peut néanmoins observer une certaine évolution de son discours dans ce domaine. Le chef de l'Etat turc est passé progressivement d'un discours clivant, distinguant des masses populaires modestes mais vertueuses et des élites dévoyées, à un discours accusateur, de plus en plus agressif, dirigé contre toutes les formes d'opposition, suspectées de comploter contre la nation. Forte depuis la fin des années 2000, cette tendance n'a fait que se renforcer depuis la tentative de coup d'Etat du mois de juillet 2016. Alors que la Turquie est visée par un nombre croissant d'attentats attribués à *Daech* ou aux combattants kurdes<sup>8</sup>, le discours de Recep Erdoğan est plus que jamais dirigé contre les « *ennemis de la nation turque* », dont la liste n'a fait que s'allonger en l'espace de dix ans, mêlant les groupes djihadistes, kurdes et désormais la mouvance accusée d'œuvrer pour le prédicateur islamiste Fetullah Gülen.

Aujourd'hui, à quelques semaines d'un referendum visant à faire valider la mise en place d'un régime présidentiel, Recep Erdoğan cherche à tirer parti du contexte sécuritaire pour renforcer son image de protecteur du peuple qui l'a, d'une certaine façon, plébiscité au mois de juillet 2016 en résistant massivement à la tentative de coup d'Etat. Il est intéressant d'avoir à l'esprit que l'armée turque avait utilisé la même méthode pour asseoir son contrôle sur la vie politique au lendemain des putschs de 1960 et 1980.

#### **c. Des références permanentes à Mustapha Kemal et à la République**

Depuis son accession à la tête de l'AKP en 2001, Recep Tayyip Erdoğan multiplie, d'une manière susceptible d'apparaître comme paradoxale pour un adversaire des Kémalistes, les références à Mustapha Kemal, fondateur de la République de Turquie et chantre de la laïcité.

---

<sup>7</sup> *Turkish Radio and Television Corporation*, Site internet de la présidence de la République de Turquie, Interview donnée le 29 janvier 2015 par le président Erdoğan.

<sup>8</sup> Les attentats attribués au Parti des travailleurs kurdes (PKK) sont généralement revendiqués par les Faucons de la Liberté du Kurdistan (TAK). Cf. annexe V.

Ainsi, en 2001, au lendemain de la création de son parti, il prononce face au mausolée de Mustapha Kemal un discours dans lequel il se présente comme son digne successeur et celui qui réussira... là où le grand homme et ses successeurs ont échoué: « *Sur cette terre sacrée qui a été fondée sous ton autorité grâce aux efforts et à l'héroïsme sans pareil de milliers de martyrs et de combattants, notre nation [...] n'a pas pu atteindre l'objectif que tu lui désignais ni prendre la direction qu'elle méritait. Notre raison d'être est double : élever la nation [...] à un niveau supérieur à celui que tu avais montré et élever chacun de ses membres au pinacle de la communauté humaine dans les règles de l'Etat de droit démocratique, laïc et social. Ta consigne est entre des mains sûres, sois confiant et dors bien.* »<sup>9</sup>

Malgré l'affaiblissement du parti kémaliste et l'affermissement de l'autorité de Recep Erdoğan, cette référence demeure. Ainsi, le 28 octobre 2016, soit près de trois mois après l'échec de la tentative de coup d'Etat, il met ainsi à nouveau à l'honneur, lors de la fête de la République, la personnalité du premier président de la Turquie avant d'affirmer son attachement à la République « *qui constitue le stade final d'un processus de construction de l'Etat ayant débuté il y a 2200 ans, reposant sur l'héritage seldjoukide et ottoman.* »<sup>10</sup>

En réalité, ces références redondantes à Mustapha Kemal n'ont que l'apparence d'un paradoxe. Certes, Recep Erdoğan rejette en grande partie les fondements du kémalisme dont la laïcité, mais il ne sous-estime pas, pour autant, le prestige qu'Atatürk conserve auprès de la population turque. En se référant à lui, Recep Erdoğan entend se placer dans la continuité historique de Mustapha Kemal qu'il espère égaler voire, à terme, dépasser aux yeux du peuple<sup>11</sup>. L'importance qu'il attache depuis de nombreuses années à la célébration du centenaire de la République de Turquie prévu en 2023, est également révélatrice de cet objectif personnel.

---

<sup>9</sup> Extrait du discours prononcé par Recep Tayyip Erdoğan le 17 août 2001, au lendemain de son élection à la tête de l'AKP, au mausolée d'Atatürk.

<sup>10</sup> Message du président Erdoğan à l'occasion de la célébration de la fête annuelle de la république. Site internet de la présidence de la République de Turquie, 28 octobre 2016.

<sup>11</sup> Entretien avec un analyste du Ministère de la Défense et des anciens combattants, Paris, 3 février 2017.

**d. Le succès intérieur du « Néo-ottomanisme »**

En 2007, la victoire de l'AKP aux élections législatives puis l'élection du candidat néo-islamiste Abdullah Gül (AKP) à la présidence de la République renforcent la crédibilité et les moyens d'action de Recep Tayyip Erdoğan, lui permettant de faire montre d'une assurance nouvelle. Aussi, à partir de la fin des années 2000, son discours se réfère de manière croissante au passé ottoman de la Turquie pour la plus grande satisfaction de son électorat. Se félicitant de la première élection d'un député turc à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, il déclare ainsi en 2010 que : « *les enfants des Ottomans ne peuvent être condamnés à rester à Ankara* », rappelant à la fois la filiation qu'il veut instaurer ainsi que celle dont il convient de s'écarter progressivement mais discrètement, celle des Kémalistes<sup>12</sup>.

Conformément à la doctrine définie par l'universitaire Ahmet Davutoğlu<sup>13</sup>, axée sur la recherche de la « *profondeur stratégique* », Recep Tayyip Erdoğan affirme alors de plus en plus régulièrement qu'il souhaite donner à son pays la place qui lui revient de droit du fait de son histoire et de son économie en pleine croissance. Après sa nomination au poste de ministre des Affaires étrangères en 2009, Ahmet Davutoğlu n'a de cesse, comme Recep Erdoğan, de proclamer que son pays a toute légitimité à jouer un rôle central dans l'espace de l'ex-Empire ottoman, voire au-delà. Au sein d'une population qui considère que les dirigeants turcs ont trop longtemps fait preuve de faiblesse, en particulier à l'égard des Occidentaux, ce discours et cette ambition rencontrent un grand succès.

**e. La question kurde : des ouvertures vers la communauté kurde à la poursuite de la lutte contre le PKK.**

Lorsqu'il arrive au pouvoir en 2003, Recep Erdoğan prétend prendre à bras-le-corps la question kurde, suscitant à la fois de grands espoirs dans le sud-est du pays et une forte hostilité chez les nationalistes. Le 12 août 2005, à Diyarbakir, il prononce un discours de référence dans lequel il reconnaît la responsabilité de l'Etat dans la genèse de la « question kurde » et la dégradation de la situation. Ce qui représente une véritable rupture avec la

---

<sup>12</sup> Ce dernier a fait d'Ankara la capitale de la Turquie à partir de 1923. Son choix s'est porté sur cette ville pour des raisons principalement politiques, Atatürk souhaitant renoncer aux symboles de l'Empire ottoman qui était lié à la ville d'Istanbul.

<sup>13</sup> Professeur de relations internationales, Ahmet Davutoğlu publie au mois d'avril 2001 *La profondeur stratégique*, ouvrage de référence de l'AKP qui propose de bâtir une nouvelle politique étrangère turque ambitieuse mobilisant les ressources sociales et historiques du pays. Il devient ministre des Affaires étrangères en 2009, puis Premier ministre de 2014 à 2016.

politique menée par ses prédécesseurs: « *Le problème kurde n'est pas le problème d'une partie de cette nation, c'est le problème de tous. C'est mon problème [...] Nous sommes un grand Etat et nous allons résoudre tous les problèmes avec davantage de démocratie, davantage de droits du citoyen, davantage de prospérité, dans les limites de l'ordre constitutionnel, des principes républicains et des principes fondamentaux*». <sup>14</sup> Evoquant le même sujet, il affirme plus tard qu'« *on ne réussit pas le nationalisme en bâtissant la politique sur le sang des martyrs et sur les cercueils* » <sup>15</sup>.

Néanmoins, face à la multiplication des incidents dans le Sud-Est et à la montée en puissance d'un discours nationaliste anti-kurde porté par l'opposition, le Premier ministre turc fait machine arrière. Le 14 avril 2006, soit un an avant les élections législatives qu'il sait décisives pour son parti, il adopte ainsi un ton beaucoup plus dur à l'égard des Kurdes, affirmant notamment que « *le seul drapeau est le drapeau turc. La seule nation est la nation turque, la seule patrie est la patrie turque.* » <sup>16</sup>. Ce changement rapide augure des évolutions à venir du discours et de la politique kurde de Recep Erdoğan.

A partir du milieu des années 2000, celui-ci alterne fermeté et tentatives d'ouverture vers la communauté kurde en fonction de considérations électorales, militaires et du contexte extérieur. Au mois de juillet 2012, lorsque l'armée syrienne se retire des régions kurdes situées à la frontière turque, Recep Erdoğan déclare ainsi : « *une entité [kurde] qui se formerait au nord [de la Syrie] serait pour nous une entité terroriste. Notre droit d'y intervenir serait indiscutable.* » <sup>17</sup>. Plus que jamais, la question kurde s'apprête à démontrer la transitivité des questions intérieure et extérieure en Turquie.

#### **f. Islam : un discours adapté au contexte politique intérieur**

Ayant appartenu à plusieurs partis islamistes <sup>18</sup>, et élu sous cette couleur à la mairie d'Istanbul en 1994, Recep Erdoğan tient durant les premières années de son ascension politique un

---

<sup>14</sup> CHEVIRON Nicolas, PEROUSE Jean-François, *op.cit*, p.257-258.

<sup>15</sup> INSEL Ahmet dans *20 ans de changements en Turquie (1992-2012)*. Ouvrage écrit sous la direction MARCOU Jean et TURKMEN Füsün, L'Harmattan, Paris, novembre 2014, p.84.

<sup>16</sup> YAKINBAŞ Bilal, « *Erdoğan : Tek bayrak, Türk bayrağı, tek millet, Türk milleti* », Milliyet, 14 avril 2006. Cité dans CHEVIRON Nicolas, PEROUSE Jean-François, *op.cit*, p.259.

<sup>17</sup> *Hurriyet*, 25 juillet 2012. Cité dans Cité dans YILMAZ Özcan, *Syrie : Ankara contre Téhéran ?*, Politique étrangère, mars 2014, p.123.

<sup>18</sup> Depuis le début des années 70 Recep Tayyip Erdoğan a été successivement membre du Parti du Salut national (MSP), du Parti de la Prospérité, puis de l'AKP.

discours ferme sur les questions religieuses. En 1997, il déclare ainsi: « *Oui, je vous le dis du fond du cœur, ma référence, c'est l'islam. Mes frères, si je n'ai pas le droit de dire cela, alors, quel sens y a-t-il à ma vie humaine ? [...] Mes frères, s'il en est ainsi, je vous le dis, nous sommes prêts dans ce pays à mener ensemble au pouvoir une mentalité qui révère le droit de Dieu et ne se prosterne pas devant ses créatures* ». A la même époque, il affirme également : « *notre référence est l'islam. Le système que nous allons mettre en place ne sera pas une seule fois en contradiction avec cette référence* ».

Alors que sa popularité grandissante est considérée avec inquiétude par l'armée, le maire d'Istanbul déclame le 6 décembre 1998, à l'occasion d'un rassemblement politique à Siirt, dans l'est du pays, un texte du poète nationaliste Ziya Gökalp qui laisse peu de doutes sur ses convictions : « *Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats* ». Dans un contexte qui est peu favorable aux islamistes –le gouvernement du Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan a été renversé quelques mois plus tôt par les militaires- l'incident est instrumentalisé. Il coûte au futur chef de l'Etat turc une condamnation à quatre mois de prison pour incitation à la haine<sup>19</sup>.

Par la suite, Recep Erdoğan se montre plus prudent. Son discours relatif à l'islam connaît deux évolutions successives l'amenant durant une dizaine d'années à se montrer plus consensuel, avant de reprendre de manière croissante ses références à la religion. De sa sortie de prison au mois de juillet 1999 à la fin des années 2000, il minimise ainsi ses références à l'islam et met en avant un fort attachement personnel à la laïcité. Dans un entretien accordé le 5 février 2000 au quotidien *Zaman*, il jure ainsi qu'il « *ne prend pas au sérieux les gens qui parlent d'un Etat fondé sur la charia* » et « *qu'il n'est pas question pour lui d'instrumentaliser la démocratie pour instaurer un régime non démocratique.* ».

De même, il affirme son attachement à une laïcité redéfinie, moins militante que celle défendue par les tenants du kémalisme et qui protège le croyant fervent comme l'athée :

« *Pour résoudre le problème des relations entre la religion et l'Etat, il est nécessaire d'éviter deux extrêmes. Il faut en premier lieu se tenir à l'écart du « byzantinisme », qui maintient la religion sous le joug de l'Etat, et en deuxième lieu du « théopolisme » qui maintient l'Etat sous le joug de la religion. [...] A notre avis, la seule solution est la laïcité. L'impartialité de*

---

<sup>19</sup> Démis de ses fonctions de maire d'Istanbul le 5 novembre 1998, Recep Tayyip Erdoğan effectue sa peine de prison du 26 mars au 24 juillet 1999.

*l'Etat à l'égard des religions, la protection des droits des croyants face aux incroyants, des incroyants face aux croyants doivent être organisées en fonction du principe de laïcité. »<sup>20</sup>*

A partir de la fin des années 2000, profitant de la mise à l'écart de l'institution militaire et de la prise en main de la Justice sérieusement mises à mal par les affaires *Ergenekon*<sup>21</sup> et *Balyoz*<sup>22</sup>, Recep Erdoğan fait davantage référence à l'islam dans ses discours, qui se rapprochent fortement de ceux qu'il prononçait dans les années 90. La question du port du voile à l'université est l'un des premiers sujets auxquels il s'attaque alors publiquement, accusant les Kémalistes d'obliger les femmes à choisir entre le respect de leur religion et leur droit à l'éducation.

Ses principaux subordonnés imitent cette attitude. Ainsi, le 27 septembre 2014, dans une allocution s'adressant aux propriétaires de magasins situés dans des centres commerciaux, le Premier ministre Ahmet Davutoğlu enjoint ces derniers de commencer leurs journées par des prières collectives comme le faisaient à l'ère ottomane les *ahi*, corporations religieuses et mystiques de métiers. Près d'un an plus tard, à la suite des élections législatives du 1<sup>er</sup> novembre 2015 qui ont redonné la majorité à son parti, Recep Erdoğan prononce un discours à forte connotation religieuse.

D'une manière générale, les références à l'islam sont devenues de plus en plus fréquentes dans la bouche de Recep Erdoğan et des cadres de l'AKP, ces derniers cherchant vraisemblablement à montrer qu'ils sont désormais affranchis des normes kémalistes. Au-delà de son impact sur la scène intérieure, certains observateurs du monde turc vont jusqu'à se demander si ce discours ne vise pas également à faciliter le rapprochement de la Turquie et du monde arabe en multipliant l'emploi de références culturelles et linguistiques communes<sup>23</sup>.

---

<sup>20</sup> Entretien avec Eyüp Can, *Zaman*, 5 février 2000. *Zaman* est un quotidien proche du mouvement religieux du prédicateur Fethullah Gülen.

<sup>21</sup> *Ergenekon* est le nom d'un présumé réseau composé de militants de l'extrême droite ainsi que de la gauche républicaine, de militaires, de magistrats, de mafieux, d'universitaires et de journalistes. Arrêtés entre juin 2007 et novembre 2009, 194 membres de ce réseau ont été jugés pour conspiration contre l'Etat, et donc contre l'AKP alors au pouvoir. De nombreux observateurs de la Turquie considèrent que ces procès ont permis à l'AKP de mettre à l'écart un certain nombre d'adversaires politiques.

<sup>22</sup> *Balyoz* est le nom d'une opération qui aurait été organisée par de hauts responsables des forces armées turques afin de discréditer l'AKP par le biais d'attentats visant à démontrer son incapacité à défendre la population turque. De nombreux observateurs étrangers considèrent que le procès des présumés responsables de *Balyoz* a permis à l'AKP d'écarter des responsables militaires qui lui étaient défavorables.

<sup>23</sup> Idée développée par SENI Nora, *Les Arabes, les Turcs ; si loin, si proches*, Hérodote, n°160-161, La Découverte, Paris, 1<sup>er</sup> trimestre 2016, p.329.

## **2. Le domaine économique : De la défense des valeurs libérales à l'exploitation politique de la croissance**

### **a. L'évolution du discours économique depuis 2003 : du projet libéral à un hypothétique modèle économique turc**

En 2003, le programme du premier gouvernement de Recep Erdoğan prévoit la mise en place d'une économie de marché, en parfaite conformité avec les attendus de l'UE, qui suit avec une attention toute particulière la demande d'adhésion de la Turquie.

Jusqu'au milieu des années 2000, alors que la candidature turque ne suscite pas encore de critique trop marquées, en Europe et dans son pays, l'adhésion de la Turquie à l'UE est le *leitmotiv* des discours de Recep Erdoğan à caractère économique. Le pays jouit alors d'une bonne stabilité politique et bénéficie de manière croissante des réformes libérales lancées en vue de son adhésion.

Après la crise économique de 2008, que la Turquie a traversée avec un certain succès, dans un contexte de tensions croissantes avec la commission européenne, le discours du chef du gouvernement turc évolue. Le thème dominant de ses interventions portant sur l'économie devient l'accès de son pays au statut de puissance mondiale et non plus l'adhésion à l'UE.

Sans renoncer au libéralisme qui a permis l'essor de l'économie turque, Recep Erdoğan commence à se faire le chantre d'un hypothétique modèle économique turc éloigné des dérives souvent considérées comme liées au modèle libéral prôné par les Occidentaux. Ainsi, au mois de mars 2012, lors des cérémonies célébrant la création de l'Autorité de la Concurrence il attribue l'origine de la crise économique de 2008 à « *la concurrence sauvage et dans pitié* » et à « *la cupidité de la consommation sans fin* ». Il annonce que la Turquie va « *se développer non sur la base de cette mentalité sans pitié et sauvage qui a accouché de cette crise* » mais à partir de ses « *propres valeurs héritées de sa civilisation, de son histoire et par un comportement moral* ». Il ajoute ensuite que « *la Turquie va fournir dans l'avenir, comme c'est déjà le cas, un modèle pour l'ensemble de la planète* »<sup>24</sup>.

---

<sup>24</sup> Cité par INSEL Ahmet dans *20 ans de changements en Turquie (1992-2012)*. Ouvrage écrit sous la direction MARCOU Jean et TURKMEN Füsun, *op.cit.*, p.76.

Destiné à mettre en valeur le modèle turc, le message s'adresse autant à ses compatriotes à qui il rappelle inlassablement la dynamique de croissance nationale, qu'à certains pays émergents, ces derniers représentant des partenaires potentiels, susceptibles de participer à leur tour à la poursuite des succès de l'économie turque.

**b. Le dynamisme de l'économie au service de la fierté nationale**

La relative bonne santé affichée par l'économie turque à la fin des années 2000 représente un argument électoral de poids pour l'AKP. Dans la continuité de ses discours de campagne, le chef du gouvernement turc transforme les succès économiques de son pays en une source inépuisable pour la fierté nationale.

Dans des interventions fondées sur l'évolution avantageuse du classement de son pays dans l'économie mondiale, il laisse ainsi apparaître de fortes ambitions qui flattent l'orgueil national turc : « *Aujourd'hui la Turquie est la 17<sup>ème</sup> puissance économique mondiale. Elle était 26<sup>ème</sup> il y a encore quelques années. Nous sommes la 6<sup>ème</sup> puissance économique de l'Europe. Comme membre du G20 nous sommes un des pays qui participent à la définition de l'avenir économique de la planète* »<sup>25</sup>.

Au-delà des résultats économiques et des bénéfices que la population commence à en retirer, Recep Erdoğan semble considérer, non sans arrière-pensées électoralistes, que l'économie est aussi un moyen pour redonner de la fierté à ses compatriotes: « *Désormais, les citoyens turcs peuvent à l'étranger montrer la livre turque avec dignité. Notre but, notre passion est justement cela, que les citoyens turcs n'aient jamais la tête baissée, qu'ils soient partout fiers* »<sup>26</sup>. Conscient que la population turque a mal vécu les interventions répétées du Fonds Monétaire International (FMI) dans l'économie de leur pays au cours des années 90<sup>27</sup>, Recep Erdoğan souhaite apparaître comme celui qui a mis fin à cet épisode.

---

<sup>25</sup> Cité par INSEL Ahmet, *op.cit*, p.86.

<sup>26</sup> *Ibid*, p.85

<sup>27</sup> Le FMI est également intervenu en Turquie après la crise de 2001. En échange de prêts, l'Etat turc a été contraint à la mise en œuvre de réformes importantes notamment dans son système bancaire.

### c. Le dynamisme de l'économie au service de la politique étrangère

A partir de 2007, on observe dans le discours de Recep Erdoğan et dans le positionnement de la diplomatie turque une volonté plus affichée de s'imposer parmi les grandes puissances et de prendre la place qui revient à la Turquie de par son histoire, ses atouts géopolitiques et ses résultats économiques. Au mois de novembre 2011, le Premier ministre turc affirme ainsi: « *Selon les projections de l'OCDE [...] la Turquie deviendra en 2050 la deuxième économie de l'Europe [...] La force dont l'UE a besoin se trouve en Turquie. Contrairement à ces pays [les nouveaux membres de l'UE], la Turquie est devenue grâce à son soft power et son économie puissante, un acteur international.* »<sup>28</sup>

Au-delà de leur intérêt électoral, les ambitions économiques exprimées par Recep Erdoğan semblent être également au service d'un projet politique aux larges ambitions, l'économie étant, pour le chef de l'Etat turc, plus une fin qu'un moyen. Il déclare ainsi en 2010 que « *la grandeur d'une économie est mesurée par son PIB. La force d'un Etat aussi* »<sup>29</sup>.

A travers ce discours, le chef du gouvernement turc s'inscrit, d'une certaine manière, dans la continuité de l'islam politique turc des années 60 dont les représentants assignaient à la Turquie l'objectif de « *produire cent mille chars d'assaut* » grâce au développement d'un complexe militaro-industriel prêt à s'opposer aux puissances occidentales considérées comme impérialistes.

## 3. La politique étrangère

De par son parcours politique, Recep Erdoğan est, à son arrivée au pouvoir, mieux formé à la gestion des affaires intérieures qu'à la diplomatie. Assez rapidement, l'universitaire néo-islamiste Ahmet Davutoğlu dont les travaux séduisent le chef du gouvernement turc, devient le grand architecte de la nouvelle politique étrangère, en tant que conseiller diplomatique, ministre des Affaires étrangères (2009-2014) puis Premier ministre (2014-2016). Dans ses écrits progressivement transformés en doctrine, puis au pouvoir, Ahmet Davutoğlu adopte une approche civilisationnelle des relations internationales. Dans cette optique, c'est à la fois vers les trois ensembles distincts auxquels la Turquie est liée qu'il porte initialement ses principaux efforts : le monde arabo-musulman, le monde occidental et l'Eurasie.

---

<sup>28</sup> Cité par INSEL Ahmet, *op.cit.*, p.87.

<sup>29</sup> *Ibid*, p.88.

Le 23 novembre 2002, lors de la présentation au parlement du programme du premier gouvernement AKP, Abdullah Gül annonce, conformément à la « doctrine Davutoğlu » la mise en place d'une politique étrangère turque « *épurée des préjugés et des obsessions, correspondant mieux à son positionnement historique et géographique, et basée sur des intérêts mutuels et réalistes* »<sup>30</sup>. Lorsqu'il présente, à son tour, son programme au parlement le 18 mars 2003, Recep Erdoğan conserve la même orientation rénovatrice.

#### **a. Au sujet du monde arabo-musulman**

A partir du milieu des années 2000, Recep Erdoğan lance, sous l'influence d'Ahmet Davutoğlu, une politique régionale fondée sur le bon voisinage, incitant les pays du Moyen-Orient à résoudre leurs différends et à prendre en main leur destin. Sous le slogan de « *Zéro problème avec les voisins* », cette stratégie vise à promouvoir l'aptitude unique de la Turquie à faire dialoguer entre eux les Etats, les peuples voire les civilisations.

Pour l'AKP, l'ambition extérieure, notamment celle d'un rayonnement croissant au sein de l'ex-Empire ottoman et du monde musulman est à la fois un argument électoral et une ambition diplomatique assumée. Le 16 octobre 2009, à Sarajevo, Ahmet Davutoğlu prononce ainsi un discours dont le contenu est particulièrement révélateur des visées turques : « *Tout ce qui arrive dans les Balkans, dans le Caucase, au Proche-Orient est notre problème. Quand j'étais dans mon bureau à Ankara, j'ai tracé un cercle de 1000 km de rayon autour de ce bureau. Il y a 23 pays. Tous appartiennent à notre famille et attendent quelque chose de nous. [...] Notre politique étrangère vise à établir l'ordre dans toutes ces régions environnantes, dans les Balkans, au Caucase et au Proche-Orient [...] Comme au XVIème siècle, lors de la montée des Balkans ottomans comme centre de la politique mondiale, nous allons faire des Balkans, du Caucase et du Proche-Orient, avec la Turquie, le centre de la politique mondiale du futur. C'est l'objectif de la politique étrangère turque et nous allons y parvenir* »<sup>31</sup>.

Le 5 juin 2011, à Istanbul à l'occasion d'un meeting organisé dans le cadre de la campagne précédant les élections législatives, Recep Erdoğan déclare pour sa part que : « *Sarajevo, Bagdad, Kaboul, Damas, Le Caire, Bengazi et toute la Terre ont le regard tourné vers*

---

<sup>30</sup> Cité par INSEL Ahmet, *op.cit.*, p.81.

<sup>31</sup> Cité par DEMIRTAŞ Birgül, « *Turkish foreign policy under the AKP governments* » dans l'ouvrage de COŞAR Simten et YÜCESAN-ÖZDEMİR Gamze, *Silent violence – Neoliberalism, islamist policies and the AKP years in Turkey*, Red Quill Books, Ottawa, 2012.

*Istanbul* »<sup>32</sup>, considérant que la première ville de Turquie, ancienne capitale de l'Empire ottoman, est en passe de devenir le centre du monde sunnite.

Début 2012 enfin, s'exprimant devant des cadres de l'AKP, Ahmet Davutoğlu tient un discours porté par une ambition à la mesure de celle de Recep Erdoğan et tourné vers les pays ayant appartenu à l'Empire ottoman, mais avec des ambitions dépassant désormais cet espace géographique: « *C'est le centième anniversaire de notre sortie du Moyen-Orient. Entre 2011 et 2023, nous allons retrouver tous nos frères habitant sur toutes les terres que nous avons perdues, les pays dont nous nous sommes retirés entre 1911 et 1923. Alors que notre espace géographique historique se met debout de nouveau, nous n'allons pas simplement reconstruire notre région avec ses peuples frères, nous allons reconstruire aussi l'ordre international.* »<sup>33</sup>

La politique régionale de la Turquie est alors marquée par le rapprochement avec la Syrie ainsi que l'Iran et en parallèle par l'intensification des tensions avec Israël, attaquée de manière croissante<sup>34</sup> par Recep Erdoğan sur son traitement de la question palestinienne, parfois sous l'angle religieux. Le 27 mars 2010, à l'occasion du sommet annuel de la Ligue arabe, il déclare ainsi: « *Considérer Jérusalem comme la capitale indivisible de l'Etat hébreu, comme le font les Israéliens, est une folie. Jérusalem est la prunelle des yeux du monde musulman [...] et on ne peut accepter aucune atteinte israélienne à Jérusalem et aux lieux musulmans* ». Le 27 février 2013, à l'occasion d'une conférence internationale, le Premier ministre turc va jusqu'à assimiler le sionisme à un crime contre l'humanité, comparable à ce titre au fascisme ou à l'antisémitisme. Si ces propos sont bien accueillis par la population des pays arabes, ils sont en revanche très mal perçus dans les chancelleries occidentales, notamment aux Etats-Unis. Pragmatique, Recep Erdoğan sait néanmoins amender ses propos lorsque les circonstances l'exigent. Au début du mois de janvier 2016, dans un contexte où la Turquie est particulièrement isolée sur le plan diplomatique, il admet ainsi finalement que son pays a besoin d'Israël<sup>35</sup>.

---

<sup>32</sup> Cité par INSEL Ahmet, *op.cit.*, p.92.

<sup>33</sup> *Ibid*, p.94.

<sup>34</sup> Les relations entre Israël et la Turquie s'aggravent véritablement à partir de la fin des années 2000 (Cf. annexe II), en particulier après l'épisode du *Mavi Marmara*. Le 31 mai 2010, ce navire battant pavillon turc est arraisonné par la marine israélienne alors qu'il tente de rompre le blocus naval établi au large de la bande de Gaza. Neuf passagers, qui tentent de résister à l'interception sont tués par les commandos israéliens.

<sup>35</sup> Cité par CHEVIRON Nicolas et PEROUSE Jean-François, *op.cit.*, p.315.

Dans un premier temps, les « printemps arabes » sont perçus comme une opportunité par la Turquie. En effet, en Tunisie et en Egypte, les révolutions permettent initialement le succès de partis proches des frères musulmans à la grande satisfaction du chef du gouvernement turc auquel ils sont liés. Le 23 février 2011, lors d'une interview avec l'Agence France Presse (AFP), Recep Erdoğan présente ainsi l'expérience de son pays comme une « *source d'inspiration* » pour les pays arabes en révolte, en profitant pour souligner une nouvelle fois la capacité de l'expérience turque à démontrer que « *l'islam et la démocratie peuvent parfaitement coexister.* »<sup>36</sup> Pour autant, ces ambitions sont progressivement mises à mal par l'évolution de la situation, en particulier en Egypte où le président Mohamed Morsi<sup>37</sup>, issu du mouvement des Frères musulmans, est renversé par un coup d'Etat militaire le 3 juillet 2013.

Concernant la Syrie de Bachar el-Assad dont elle s'est considérablement rapprochée depuis la fin des années 2000<sup>38</sup>, la Turquie hésite plusieurs mois sur la ligne à adopter. Au mois de juin 2011, lorsque Recep Erdoğan estime que son allié va perdre le pouvoir, les relations entre les deux pays commencent à se dégrader. Un mois après avoir déclaré que Bachar el Assad était un « *ami* » Recep Erdoğan dénonce sa « *sauvagerie* » et son comportement « *inhumain* » vis-à-vis de l'opposition. Au mois d'août 2011, il va jusqu'à comparer la répression à Hama et à Lattaquié à des « *actes perpétrés en son temps par Saddam Hussein.* »<sup>39</sup>

En dépit de ses déconvenues, la Turquie conserve les ambitions qu'Ahmet Davutoğlu, alors ministre des Affaires étrangères, présentait sans ambages au mois d'avril 2012: « *Le nouveau Moyen-Orient en formation appartient à la Turquie, qui le servira et le guidera* »<sup>40</sup>.

## **b. Au sujet du monde occidental**

Lorsqu'il crée l'AKP en 2001, Recep Erdoğan exprime une position pro-européenne en contradiction avec les idées anti-européennes qui étaient les siennes au début de son parcours

---

<sup>36</sup> Cité par MARCOU Jean, *La Turquie, puissance régionale, et les « printemps arabes »* dans l'ouvrage collectif écrit sous la direction MARCOU Jean et TURKMEN Füsün, *20 ans de changements en Turquie (1992-2012)*, L'Harmattan, Paris, novembre 2014, p.67.

<sup>37</sup> Mohamed Morsi a été élu président de la République d'Egypte le 24 juin 2012.

<sup>38</sup> En 2010, la Turquie supprime le visa d'entrée pour les Syriens. De nombreux projets sont alors en cours de négociation : création d'une banque turco-syrienne, construction d'un barrage commun sur l'Oronte, intégration des réseaux gaziers des deux pays.

<sup>39</sup> Cité dans FAURET Simon, *Le rôle de la Turquie et de la question kurde dans les conflits irakiens et syriens. Partie I : Ankara face à Damas*, Les clés du Moyen-Orient, 26 mai 2015.

<sup>40</sup> *Sabah*, 26 avril 2012. Cité dans YILMAZ Özcan, *op.cit.*, p.123.

politique<sup>41</sup>: « *Nous disons oui à l'adhésion à l'UE. A cause de la pauvreté et des carences qui poussent les Turcs à émigrer vers les pays étrangers. [...] Parce que nous fixons pour objectif d'amener à nos gens la prospérité de l'Europe et ses normes élevées en matière de démocratie, de droit, de système judiciaire et éducatif, afin qu'ils cessent de partir pour l'Europe.* »<sup>42</sup>

Mais dès 2005, agacé par les rapports annuels de progrès de la Commission européenne et par l'absence d'une date précise pour le terme des négociations, il commence à se montrer critique, ironisant régulièrement en public sur les problèmes économiques rencontrés par certains pays membres de l'UE. Après la crise de 2008, il n'évoque plus que rarement l'ambition européenne de son pays, à laquelle plusieurs pays européens, en particulier la France de Nicolas Sarkozy et l'Allemagne d'Angela Merkel se montrent désormais hostiles. Evoluant dans ses propos, le Premier ministre turc soutient désormais régulièrement l'idée que c'est l'UE qui a besoin de la Turquie et non l'inverse : « *Parfois, je me demande si la force de la Turquie ne constitue pas une barrière à son entrée dans l'UE. Si c'est bien le cas, il faut que l'Europe s'interroge sur ses calculs stratégiques* »<sup>43</sup>.

A la même époque, soulignant que le sort réservé à la Turquie par l'UE est indigne, Ahmet Davutoglu ne se montre pas moins critique dans les colonnes du quotidien *Le Monde* : « *La valeur de référence de l'UE, c'est le respect des engagements : pacta sunt servanda. C'est grâce à ce principe que l'Union européenne est devenue un pôle d'attraction. Si elle le perd, elle perd toute légitimité. Si vous enlevez cette pierre angulaire de l'édifice européen, en raison de préjugés sur la Turquie, alors vous allez affaiblir l'UE plus que la Turquie. Nous n'attendons aucune faveur, aucun traitement privilégié. Seulement le respect des engagements. Sans une volonté politique forte de notre gouvernement, nous aurions pu arrêter le processus en entendant les discours de certains de nos amis européens prétendant que la Turquie n'est pas européenne ou qu'elle n'a pas vocation à être membre... Personne*

---

<sup>41</sup> Dans les années 80, le *Refah*, parti islamiste auquel appartient le futur président turc, est antieuropéen. Il s'oppose catégoriquement, notamment par la voix de Recep Erdoğan au projet d'adhésion de la Turquie à la Communauté Economique Européenne (CEE) que porte l'ANAP (*Ana Vatan Partisi*, Parti de la mère patrie) alors au pouvoir.

<sup>42</sup> Discours cité par BESLI Hüseyin et ÖZBAY Ömer, *Recep Tayyip Erdoğan, Bir dönüşüm öyküsü* (Recep Tayyip Erdoğan, la naissance d'un leader), Meydan Yayıncılık, Istanbul, 2010.

<sup>43</sup> Cité par INSEL Ahmet dans *20 ans de changements en Turquie (1992-2012)*. Ouvrage écrit sous la direction MARCOU Jean et TURKMEN Füsun, *op.cit.*, p.88.

*ne peut nous imposer une option telle que le partenariat privilégié. Ce genre d'alternative n'a jamais été avancé à propos d'un autre pays candidat. »*<sup>44</sup>

Résolument partisan d'une Turquie s'émancipant des liens établis depuis la seconde guerre mondiale, Ahmet Davutoğlu se montre volontiers critique des Occidentaux dans ses écrits. Ainsi, dans *La crise globale*, il dénonce leur prétention à vouloir établir un ordre mondial conforme à leurs valeurs : « *Cette fin de l'histoire recouvre une proposition secrète selon laquelle l'humanité a atteint l'organisation politique la plus parfaitement rationnelle. D'un côté, un ordre parvenu au degré du « bien » absolu, de l'autre, les bouddhistes, les musulmans, les Chinois, les Arabes qui s'opposent à la mondialisation ; leur résistance à ce processus prend une forme irrationnelle, puisqu'ils sont promis à disparaître de l'histoire.* »<sup>45</sup>.

Cette vision est partagée par Recep Erdoğan qui l'exprime de plus en plus régulièrement dans ses discours à partir de la fin des années 2000, s'interdisant, toutefois, des attaques trop marquées à l'égard de l'OTAN et des Etats-Unis jusqu'à la tentative de coup d'Etat du mois de juillet 2016<sup>46</sup>.

### **c. Au sujet de l'Eurasie**

Dans *La profondeur stratégique*, son ouvrage de référence, Ahmet Davutoğlu met en avant l'unité passée de l'Eurasie dont il regrette ensuite l'éclatement sous l'action de la Russie et du Royaume-Uni : « *malgré les rivalités internes, le XVIème siècle illustre, des murs de Vienne à la Chine, une unité civilisationnelle et stratégique qui fait de l'Eurasie une aire géographique soudée* »<sup>47</sup>.

Derrière cette nostalgie de façade apparaissent les ambitions turques de relativiser la longue période de domination de la civilisation occidentale et de tirer parti des liens culturels qui l'unissent aux républiques d'Asie centrale. En effet, malgré l'hostilité prolongée de la Russie

---

<sup>44</sup> Cité par PETINOS Charalambos, *Où va la Turquie ? Néo-ottomanisme et islamo-conservatisme*, L'Harmattan, Paris, 2013, p.16.

<sup>45</sup> DAVUTOĞLU Ahmet, *Küresel bunalım* (La crise globale), Küre, Istanbul, 2008, p.70. Cité par JOSSERAN Tancrède, *L'Eurasisme turc. La steppe comme ligne d'horizon*, Dossier Eurasie : Le grand dessein de Poutine, Conflits n°1, avril-juin 2014, p.64.

<sup>46</sup> Après la tentative de coup d'Etat du mois de juillet 2016, Recep Erdoğan accuse les Etats-Unis de lui avoir caché l'existence du complot qui le visait et de protéger Fethullah Gülen, son organisateur présumé.

<sup>47</sup> DAVUTOĞLU Ahmet, *Stratejik Derinlik* (La profondeur stratégique), Küre, Istanbul, 2008, p.460.

à cette politique<sup>48</sup>, la Turquie continue publiquement à poursuivre le projet d'exercer son influence dans ces pays d'ascendance turque, comme le montrent les communiqués actuels de son Ministère des affaires étrangères : « *Le traité du partenariat stratégique signé avec le Kazakhstan en 2009 constitue un exemple de la coopération étroite en cours avec les pays de la région [...] Presque deux mille entreprises turques poursuivent leurs activités dans la région. [...] La Turquie a démontré une forte solidarité afin de résoudre les problèmes rencontrés par le Kirghizistan après le soulèvement de 2010.* »<sup>49</sup>

#### **d. Le discours destiné aux pays émergents**

Au-delà des trois espaces géographiques (monde arabo-musulman, Europe, Eurasie) auxquels son pays est historiquement lié, Recep Erdoğan compte donner une stature mondiale à la Turquie. A ce titre, il mène, dès les années 2000 une politique d'influence au sein du G20 et de grandes organisations internationales (ONU, Organisation de la Conférence Islamique, Union Africaine...). Profitant de ces tribunes, le chef du gouvernement turc et son ministre des Affaires étrangères cherchent à tirer parti de la croissance économique et du statut de puissance régionale de la Turquie pour séduire les pays émergents grâce à un discours au ton tiers-mondiste.

Au mois de mai 2011, à l'occasion des travaux préparatoires d'une réunion de l'Organisation des Pays les Moins Avancés (PMA) Ahmet Davutoğlu déclare ainsi: « *Nous sommes à la fois un pays issu du Sud, qui porte par conséquent les sensibilités du Sud, mais aussi un pays pleinement présent au cœur des dispositifs du Nord (tels l'OTAN, l'OCDE, le Conseil de l'Europe, l'ONU) avec l'espoir de redevenir une seconde fois membre non-permanent du Conseil de Sécurité et candidat à l'adhésion à l'UE. Nous représentons les sensibilités du Sud non seulement dans le Nord mais dans les instances centrales du Nord.* »<sup>50</sup>

---

<sup>48</sup> Au début des années 90, la Turquie compte profiter de la fin de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) pour renforcer son influence en Asie centrale. Dans ce cadre, un organisme est créé en 1992, la TIKA (Agence de développement et de coopération turcophone). L'objectif d'Ankara est double : montrer à l'UE que l'Europe n'est pas la seule voie de développement possible pour la Turquie et se préparer à jouer un rôle de pont entre l'Europe et l'Asie. Rapidement ces ambitions sont mises à mal par la Russie et par les Etats turcophones d'Asie centrale. D'une part, Moscou n'apprécie pas de voir la Turquie lui contester la place de premier partenaire commercial de cette région. D'autre part, les gouvernements de ces jeunes Etats craignent de voir l'activisme turc porter un coup à leur légitimité en pleine construction.

<sup>49</sup> Relations de la Turquie avec les républiques d'Asie centrale. République de Turquie. Site internet du Ministère des Affaires étrangères, 9 novembre 2016.

<sup>50</sup> INSEL Ahmet, *op.cit.*, p.90.

Au mois de janvier 2013, lors d'un voyage au Sénégal, Recep Erdoğan va encore plus loin, tenant un discours anticolonialiste très dur vis-à-vis des Européens, bien que son pays reste candidat à l'adhésion au sein de l'UE: « *Ceux qui sont venus en Afrique ont pris les diamants et sont repartis sans rien donner. Comme cela n'a pas suffi, ils ont pris l'or, ils ont pris les mines d'or. Ils ont dépouillé l'Afrique avec leurs larcins. De même qu'ils ont pris toutes les richesses matérielles, ils se sont emparés de l'homme africain. C'est ça l'impérialisme occidental* ». <sup>51</sup>

Capable d'alterner séduction et fermeté dans ses discours voire d'attaquer verbalement ses adversaires sans chercher à adopter le tact de ses homologues occidentaux, Recep Erdoğan personnalise parfaitement la fierté proverbiale des Turcs. Si les objectifs affichés et son discours sont désormais cohérents avec sa vision de la Turquie, de l'islam et du monde, il semble que cela n'ait pas toujours été le cas. A ce titre, ceux qui l'accusent d'avoir initialement utilisé la *taqîya*<sup>52</sup> pour masquer ses intentions, tant dans son pays qu'à l'extérieur ont, au moins en partie, vraisemblablement raison. Mais compte tenu de sa vulnérabilité initiale, de la complexité de l'environnement géopolitique turc et de la situation interne de son pays, on peut tout aussi bien lui attribuer une excellente habileté politique. Celle que l'on nomme le machiavélisme<sup>53</sup>.

## **II. LES ACTES : L'IMBRICATION DES STRATEGIES INTERIEURE ET EXTERIEURE**

### **1. Le domaine intérieur**

#### **a. L' « apprentissage » (2003-2007)**

L'accession de Recep Tayyip Erdoğan au pouvoir au mois de mars 2003, tout comme celle de son mentor Necmettin Erbakan en 1996, voire celle d'Adnan Menderes, fondateur du Parti démocrate (DP) en 1950, est en grande partie la conséquence du vote massif de classes déshéritées et croyantes rejetant les élites laïques et militaires. En effet, contrairement aux

---

<sup>51</sup> Cité dans CHEVIRON Nicolas, PEROUSE Jean-François, *op.cit.*, p.324.

<sup>52</sup> Pratique consistant à dissimuler sa foi sous la contrainte, afin d'éviter tout préjudice et réaction hostile d'un milieu extérieur défavorable.

<sup>53</sup> Le machiavélisme désigne dans le langage courant une conception de la politique prônant la conquête et la conservation du pouvoir par tous les moyens, y compris la manipulation.

Kémalistes, les partis conservateurs et islamistes ont su, en 1950, 1996 et 2002, parler la même langue que le peuple. Selon Tançrède Josseran : « *les élites au pouvoir depuis 1923 sont le fruit d'un processus révolutionnaire et non le produit d'un consensus global. L'Etat kémaliste s'est construit au corps défendant de la société et celle-ci ne s'est jamais identifiée à ses élites perçues comme lointaines, impies, étrangères* »<sup>54</sup>. Issu du peuple, Recep Tayyip Erdoğan a su à la fois comprendre ses aspirations profondes, les exploiter par un discours habile et affaiblir progressivement les élites laïques tout en rassurant initialement ses plus proches alliés occidentaux.

Fin stratège, il est tout d'abord capable, à la fin des années 90, de percevoir l'impasse dans laquelle se trouve l'islam politique, en dépit de son potentiel électoral. Le fruit de ses réflexions conduit au mois d'août 2001 à la création de l'AKP, parti néo-islamiste fondé sur la défense des valeurs traditionnelles, de la démocratie et de l'économie de marché mais cherchant à se démarquer des islamistes. Revenant sur les réflexions qui l'ont amené à créer l'AKP, il explique ainsi : « *Bien sûr que j'ai travaillé à imaginer ce qu'on pourrait faire dans l'avenir. J'ai réfléchi à des statuts, à un programme. J'ai examiné les statuts d'autres partis, ici en Turquie comme à l'étranger... [...] Nous avons mis à profit tout ceci. Il ne s'agissait pas de prendre modèle. Ma conviction était qu'on ne pouvait parvenir à quelque chose que si on pouvait produire nous-mêmes notre propre modèle. C'est ainsi qu'est née la conception du conservatisme démocrate* ».<sup>55</sup> Prudent depuis son séjour en prison, Recep Erdoğan entend alors à la fois donner des gages aux gardiens du système politique turc, qu'ils soient juges ou généraux et mettre fin à la stratégie de confrontation habituelle des partis islamistes turcs. Celle-là même qui les a toujours menés à l'échec.

La capacité à innover est également l'une des grandes qualités politiques de Recep Erdoğan. Conservateur sur les principes, il ne l'est pas, en revanche, sur les méthodes, comme le prouvent certaines de ses directives de campagne passées. En 1989, à l'occasion d'une réunion électorale, il choque ainsi déjà certains caciques islamistes en donnant les consignes suivantes à ses militants : « *Ne soyez pas trop frontaux avec les personnes auxquelles vous allez avoir affaire. Ne vous lancez pas dans des débats ayant trait à la religion. [...] Sortez*

---

<sup>54</sup> GENDRE Maurice, Interview de Tançrède JOSSERAN, Directeur de l'Observatoire du monde turc et des relations euro-turques, *Janissaire*, 26 février 2011. <http://janissaire.hautetfort.com>

<sup>55</sup> ÖZKÖYLÜ Göksel, « *Kasımpaşalı Tayyip, nasıl Tayyip Erdoğan oldu ?* », *Hürriyet*, 20 août 2002. Cité par CHEVIRON Nicolas, PEROUSE Jean-François, *Erdoğan, Nouveau Père de la Turquie ?* Editions François Bourin, Paris, mars 2016, p.176.

*des seules communautés de fidèles des mosquées. Nouez absolument des relations avec les gens hors de votre environnement. [...] N'essayez pas de changer brutalement les gens qui viennent à vous. »*<sup>56</sup>

Capable d'innover, Recep Erdoğan n'en est pas moins strict sur certains principes, en particulier lorsqu'ils ont trait à son autorité personnelle. Dans les années qui suivent son accession au pouvoir, il prend ainsi des mesures qui montrent sa tendance à l'autoritarisme et son peu de goût pour le consensus, en complète contradiction avec ses appels passés à la fin de la tradition des chefs de parti autoritaires<sup>57</sup>. Il éloigne ainsi les membres de son parti qui lui sont hostiles, plaçant des proches souvent issus de la mairie d'Istanbul aux postes clés, au grand dam des hauts fonctionnaires, voire de certains ministres. Ce que révèlent certains câbles diplomatiques américains datant de 2004 publiés par le site Wikileaks : « *En s'entourant d'un cercle de fer de conseillers sycophantes (et méprisants), Erdoğan s'est isolé lui-même d'informations dignes de confiance. [...] contrairement à d'anciens dirigeants comme Turgut Özal et Süleyman Demirel, qui avaient tous deux recruté des personnes de talent capables de parler avec autorité au nom de leur patron [...] Erdoğan s'est privé des personnes qui auraient pu le décharger du fardeau de la gestion du quotidien ou qui auraient pu mettre en place des canaux efficaces, productifs jusqu'au cœur du parti et de l'Etat turc* ». <sup>58</sup> N'appréciant ni la contestation ni la trahison, Recep Erdoğan privilégie systématiquement la fidélité à la compétence. Ce que semble confirmer le remplacement au poste de Premier ministre de l'ambitieux Ahmet Davutoğlu par le fidèle Binali Yildirim<sup>59</sup> au mois de mai 2016.

Malgré ses succès électoraux depuis l'élection législative du mois de novembre 2002, l'AKP doit longtemps affronter la résistance des élites, en particulier au sein des armées, de la haute administration judiciaire, et du monde des médias. Conscient de la force de ses adversaires, Recep Tayyip Erdoğan sait habilement tirer les leçons de l'échec du gouvernement de Necmettin Erbakan en 1997 et de sa propre mise en détention en 1999. Durant ses premières

---

<sup>56</sup> Cité dans *Milli Nizam'dan Refah'a Erbakan Nereye koşuyor ?* (Du MNP au RP. Où court donc Erbakan ?), Tempo Kitapları, Istanbul, 1994, p.33.

<sup>57</sup> Ses attaques visaient alors Necmettin Erbakan dont Recep Erdoğan ne supportait pas la mainmise sur le Parti de la félicité (SP).

<sup>58</sup> Wikileaks, câble diplomatique américain 04ANKARA7211, daté du 30 décembre 2004. Cité dans CHEVIRON Nicolas, PEROUSE Jean-François, *op. cit.*, p.227.

<sup>59</sup> Ancien ministre des transports, Binali Yildirim est un vieux compagnon de route politique de Recep Erdoğan qu'il connaît depuis le mandat de ce dernier à la mairie d'Istanbul.

années d'exercice du pouvoir il se montre donc prudent<sup>60</sup>, entreprenant peu d'actions susceptibles de susciter l'ire des militaires, conscient que ces derniers ont activé une cellule chargée de suivre ses faits et gestes afin d'orienter un travail de sappe comparable à celui ayant été fatal en 1997 au gouvernement islamiste de Necmettin Erbakan.<sup>61</sup>

#### **b. La prise en main de l'Etat et de la nation turque (2007-2016)**

A l'été 2007, suite à la victoire de l'AKP aux élections législatives et présidentielles<sup>62</sup>, Recep Erdoğan se trouve en position de force pour aborder son deuxième mandat. Les prérogatives du président, désormais acquis à sa cause, lui permettent de porter des coups durs aux Kémalistes en utilisant les voies judiciaire et politique.

Ainsi, à partir de la fin des années 2000, les procès *Ergenekon* et *Balyoz* permettent de mettre en accusation plusieurs centaines de personnes issues des principales institutions défendant la laïcité de l'Etat. Certes les faits révélés sont souvent incontestables, néanmoins les zones d'ombre constatées dans les procédures laissent à penser que ces affaires sont instrumentalisées par les autorités turques afin d'affaiblir l'opposition, comme le soulignent plusieurs rapports d'évaluation de l'UE et des câbles diplomatiques américains. Pour le Premier ministre turc, ces procès sont l'occasion de mettre fin aux activités de ceux<sup>63</sup> qui ont tenté de mener des manœuvres d'obstruction à l'établissement de son pouvoir. Abandonnant dès lors l'espoir d'une amélioration progressive de la démocratie turque, un nombre croissant d'experts estime que l'AKP cherche à mettre fin à l'Etat kémaliste.<sup>64</sup>

S'inscrivant dans la même dynamique, le référendum du 12 septembre 2010, organisé à l'initiative de l'AKP permet d'amender la constitution. Autorisant à augmenter le nombre de membres de la cour constitutionnelle et du Conseil des juges et des procureurs (HSYK), le referendum donne à l'AKP, à travers le président Gül, la possibilité de contrôler la

---

<sup>60</sup> L'un des seuls coups portés aux militaires est le vote, le 30 juillet 2003, d'une loi limitant le pouvoir du Conseil de sécurité nationale (MGK), jusque-là sous le contrôle de l'armée, dans le cadre de l'harmonisation nécessaire à la préparation de la candidature de la Turquie à une adhésion à l'UE.

<sup>61</sup> Wikileaks, câble diplomatique américain 02ANKARA 8252, daté du 15 novembre 2002. Cité dans CHEVIRON Nicolas, PEROUSE Jean-François, *op cit.*, p.231.

<sup>62</sup> L'élection présidentielle du mois d'août 2007 a été remportée par Abdullah Gül, candidat de l'AKP. Cf. Annexe IV.

<sup>63</sup> Les accusés sont issus d'institutions très variées. Il s'agit d'hommes politiques, de syndicalistes, d'universitaires, de juges, de journalistes et de militaires actifs ou à la retraite.

<sup>64</sup> MARCOU Jean. La Turquie entre l'affaire « *Balyoz* » et l'affaire « *Ergenekon* ». Turquie européenne, 28 février 2011. Consultable à l'adresse <http://turquieeuropeenne.eu/article4636.html>

nomination des magistrats et leur système disciplinaire. Validées à 58% par le corps électoral, il est dénoncé à juste titre par l'opposition comme une manœuvre des autorités destinée à accroître leur influence sur l'appareil judiciaire.

Au mois d'août 2014, alors que Recep Erdoğan vient d'être élu à la présidence de la République, le politologue Baskin Oran livre un constat sans appel qui résume parfaitement la manière dont le chef de l'Etat turc gère désormais le pays. Selon lui : « *Erdoğan va instaurer un régime basé sur un seul homme, qui frôle une dictature car il a supprimé la séparation des pouvoirs. L'exécutif, c'est lui, le législatif c'est son parti, la justice est sous sa tutelle, les juges et les procureurs qui ouvrent des enquêtes non désirées sont immédiatement virés. Quant au quatrième pouvoir, les médias sont, en dehors de quelques exceptions, sous son contrôle.* »<sup>65</sup>

Grâce à ses succès électoraux qui se sont nourris de ses succès économiques et diplomatiques Recep Erdoğan a su élargir progressivement ses soutiens grâce à une alliance regroupant l'AKP, d'anciens kémalistes ultra-nationalistes et le Parti d'action nationaliste (MHP)<sup>66</sup>. En 2014, après son élection à la présidence de la république, il se trouve donc en position de force pour lancer une réforme constitutionnelle qu'il défend depuis de nombreuses années. Celle-ci consiste à mettre en place un régime présidentiel.

L'un des objectifs avoués consiste à limiter davantage encore le pouvoir des juges qui ont à maintes reprises suscité son mécontentement, notamment en empêchant certaines nominations et en poursuivant en 2013 plusieurs ministres ainsi que le propre fils du président dans le cadre de scandales politico-financier.

### **c. La tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 : zones d'ombre et exploitation par le pouvoir exécutif**

La tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 met en avant le conflit latent opposant depuis le début des années 2010, Recep Erdoğan et Fetullah Gülen<sup>67</sup>, imam charismatique disposant de

---

<sup>65</sup> NARE Hakikat, *Erdoğan, président tout-puissant*, Le Figaro, 11 août 2014.

<sup>66</sup> Parti appartenant à la droite radicale nationaliste

<sup>67</sup> Disciple du prédicateur Bediuzzaman Said Nursi (1878-1960), Fethullah Gülen est un prédicateur turc qui vit en exil volontaire en Pennsylvanie (Etats-Unis) depuis 1999. Son mouvement contrôle un vaste empire composé de médias, d'entreprises, d'universités, de résidences universitaires, ainsi que de nombreuses

réseaux très développés au sein de l'Etat turc et d'un empire comptant notamment plusieurs milliers d'écoles à travers le monde.

Mal préparé, déclenché trop tôt afin de devancer des arrestations imminentes, la tentative de coup d'Etat subit un échec immédiat, sanglant et aux conséquences profondes, laissant à penser que les services turcs connaissaient, au moins en partie, son existence. Dans les heures suivant le coup de force des militaires, les autorités turques contre-attaquent en lançant une vaste campagne d'arrestations qui vise en premier lieu des membres des forces armées (dont la moitié des généraux) avant de toucher d'autres administrations (justice<sup>68</sup>, police...), la presse et le monde politique. A la mi-décembre 2016, 110.000 personnes ont été limogées et 37.000 arrêtées<sup>69</sup>.

Dans les pays occidentaux, ces opérations d'une ampleur inédite sont considérées comme une fuite en avant et fortement décriées à ce titre. Si les dessous de cette tentative de coup d'Etat restent obscurs, il semble que Recep Erdoğan a parfaitement saisi cette opportunité pour mettre à l'écart les personnes s'opposant à son projet politique ou susceptibles de le faire.

#### **d. La réislamisation de la société turque**

Conformément au ton adopté par Recep Erdoğan, l'AKP se montre prudent sur les questions religieuses dans les premières années suivant son arrivée au sommet de l'Etat. Contrairement à ce que ses détracteurs redoutent, le nouveau parti au pouvoir ne cherche pas à mettre en place une législation fondée sur la charia. Plusieurs projets de lois répondant aux attentes des islamistes sont néanmoins proposés<sup>70</sup>. Suscitant immédiatement une réaction négative de la part des Kéralistes, ils sont rapidement retirés, Recep Erdoğan n'étant pas prêt à payer le prix politique d'une confrontation avec ses adversaires.

---

associations et fondations. Bien que cela ne soit pas clairement établi, il semble que Fethullah Gülen dispose, à travers ses fidèles, de vastes réseaux d'influence au sein de l'Etat turc. Proche de Recep Erdoğan jusqu'en 2010, Fethullah Gülen s'en éloigne ensuite lorsque que le Premier ministre cherche à supprimer l'influence qu'il possède, à travers ses réseaux, au sein de l'administration turque.

<sup>68</sup> Plus de 25% des magistrats ont été arrêtés.

<sup>69</sup> BILLION Didier, *Attentats en Turquie / Répression du HDP : La réponse du gouvernement turc est-elle appropriée ?*, Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 15 décembre 2016.

<sup>70</sup> En 2004, l'AKP propose en vain une réforme du code civil permettant de pénaliser l'adultère et une loi visant à faciliter l'accès à l'université des étudiants issus des lycées religieux.

Parallèlement à l'évolution de son discours où les références à l'islam se font plus nombreuses, le Premier ministre turc profite de son second mandat pour mettre à l'ordre du jour des thèmes qui lui sont chers. Particulièrement soucieux des questions liant enseignement et religion, il souhaite lever l'interdiction du voile islamique dans les universités et mettre fin aux restrictions touchant les étudiants issus des lycées de formation des imams et prédicateurs<sup>71</sup>. Malgré une lutte vive avec le Conseil d'Etat qui résistent à ces projets de réforme, Recep Erdoğan finit par avoir gain de cause grâce à l'appui du Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK) qui a basculé du côté de l'AKP avec l'appui du président Abdullah Gül.

Dans les années qui suivent, sans prendre de mesures phares, Recep Erdoğan et les dirigeants de l'AKP multiplient les déclarations hostiles aux pratiques prohibées par l'islam, notamment l'avortement et la consommation d'alcool. En outre des condamnations pour « blasphème » prononcées au printemps 2013 inquiètent de manière croissante les populations attachées à la laïcité qui estiment que leur mode de vie est menacé. En effet, s'il ne parvient pas à interdire l'avortement, face à la mobilisation des associations, Recep Erdoğan arrive, par ses prises de position redondantes, à faire évoluer les pratiques<sup>72</sup>. En quelques années, les réformes, les décisions symboliques<sup>73</sup> et les déclarations de Recep Erdoğan marquent l'instauration d'un nouvel ordre moral en Turquie.

Il convient néanmoins de souligner que pour Recep Erdoğan et les néo-islamistes, « *l'islam n'est pas seulement un système de croyance personnel et un code de vie. Il apporte également une identité, une orientation morale et sociale, une appartenance personnelle à une large vision historique et philosophique qui va plus loin que la simple observance rituelle de quelques règles.* »<sup>74</sup>. Recep Erdoğan compte utiliser ce cadre cognitif et normatif possédant une légitimité sans pareil pour venir à bout des lignes de fractures scindant la Turquie entre Turcs et Kurdes, laïcs et dévots, urbains et ruraux.

---

<sup>71</sup> Recep Erdoğan a lui-même été scolarisé dans ce type d'établissement.

<sup>72</sup> Des enquêtes réalisées auprès des hôpitaux publics entre 2014 et 2015 révèlent que la plupart d'entre eux refusent désormais de pratiquer les avortements autres que thérapeutiques.

<sup>73</sup> Au printemps 2013, Recep Erdoğan décide de lancer la construction d'une immense mosquée sur la colline de Çamlıca à Istanbul et de transférer au culte musulman la basilique-musée Sainte Sophie.

<sup>74</sup> FULLER Graham.E, *The new Turkish Republic*, United States Institute of Peace Press, Washington, 2008, p.54.

Loin de la caricature l'ayant longtemps présenté comme prêt à imposer la charia en Turquie, l'AKP a adopté une approche plus subtile et plus adaptée à la nation turque bien qu'elle provoque des heurts dans les régions où elle n'est pas majoritaire<sup>75</sup>, notamment dans certains quartiers d'Istanbul.

**e. La gestion de la question kurde : au cœur de la transitivité entre politique intérieure et politique étrangère.**

A son arrivée au pouvoir en 2003, Recep Tayyip Erdoğan inaugure une politique d'ouverture vis-à-vis des Kurdes. Celle-ci répond initialement à plusieurs objectifs intérieurs et extérieurs dépassant la « question kurde » : limiter l'influence de l'armée dans les zones soumises à l'état d'urgence, répondre aux critères d'entrée dans l'UE et pacifier les relations avec la Syrie<sup>76</sup>.

En parallèle du discours ouvert que le Premier ministre adresse à la communauté kurde de Turquie, certaines mesures portant sur le domaine culturel sont prises<sup>77</sup>. Recep Erdoğan cherche à dissocier la « question kurde » dont il reconnaît publiquement la réalité, de la question du PKK. Vraisemblablement conscient des intentions du président, le PKK se lance dans une fuite en avant en multipliant les attaques à partir du mois de juin 2004. Cette réaction encourage Recep Erdoğan, dont la tentative d'ouverture a été très critiquée par les militaires, à faire preuve de davantage de fermeté. L'escalade aboutit, à la fin des années 2000 à une période de vives tensions avec le PKK qui culmine au mois de février 2008, lorsque l'armée turque pénètre dans le nord de l'Irak afin d'y détruire des bases du mouvement<sup>78</sup>.

Après ce succès militaire qu'il sait n'être pas décisif, Recep Erdoğan se décide à engager des pourparlers secrets avec le PKK en dépit de sa résolution affichée à ne pas négocier avec des « terroristes ». Sa position politique désormais renforcée l'autorise, en effet, à prendre ce

---

<sup>75</sup> Partagée entre sa culture européenne et sa culture turco-musulmane, la ville d'Istanbul est, à ce titre, régulièrement le lieu d'affrontements, les plus importants ayant eu lieu au mois de mai-juin 2013 à l'occasion des manifestations du parc Gezi et de la place Taksim.

<sup>76</sup> En 1998, la Turquie et la Syrie ont failli entrer en conflit, le gouvernement d'Hafez El Assad soutenant le PKK notamment en accueillant son leader, Abdullah Öcalan, sur son territoire.

<sup>77</sup> Ainsi, à partir du 7 juin 2004, de courts programmes culturels en langue kurde sont diffusés sur les chaînes publiques de télévision et à la radio.

<sup>78</sup> Elle y tue près de 240 combattants kurdes. Cf. Annexe II.

risque<sup>79</sup>. En parallèle, il lance de nombreuses réformes destinées à la population kurde entre le printemps 2009 et le mois de mai 2011. C'est l'ère de l'« ouverture kurde » ou « ouverture démocratique ». Au cœur de cette nouvelle stratégie, Ankara mise beaucoup sur l'utilisation de la religion pour resserrer ses liens avec les Kurdes au nom d'une *pax ottomanica*. Très proches du Premier ministre turc, les réseaux confrériques et néo-confrériques, dont les *Naksibendi* sont impliqués dans la tentative de réconciliation avec les Kurdes, en vain. Refusant les conditions fixées<sup>80</sup> par Abdullah Öcalan, qui mène les négociations secrètes d'Oslo depuis l'île-prison d'Imrali, Ankara rompt finalement le dialogue ouvrant une nouvelle période de tensions. Pour Recep Erdoğan : « *Il n'y a pas de problème kurde, il n'y a qu'un problème du PKK* »<sup>81</sup>.

Après cette nouvelle période de tensions, Abdullah Öcalan appelle les Kurdes à cesser le combat au mois de mars 2013. Mais la situation en Syrie et l'approche des élections municipales, prévues au mois de mars 2014, ont rapidement raison de cette accalmie. En effet, soucieux de voir le PYD profiter du chaos syrien pour développer un territoire susceptible de devenir, à moyen terme, un Etat, Recep Erdoğan fait le choix de l'hostilité et non de la coopération avec les Kurdes confrontés à l'avancée de l'EI qui rencontre peu de résistances<sup>82</sup>.

Dans un contexte marqué à la fois par la faiblesse de Bagdad, celle de Damas ainsi que par le désir des puissances occidentales d'intervenir en Syrie sans prendre le risque d'une intervention terrestre, la complaisance supposée du chef de l'Etat turc à l'égard de l'EI ainsi que sa réticence à laisser les Kurdes de Turquie apporter leur soutien aux Kurdes de Syrie sont très mal vécues. Rapidement, les combats entre l'armée turque et le PKK reprennent, tandis qu'un nombre croissant d'attentats revendiqués par les Faucons de la liberté du Kurdistan ont lieu à partir de 2015<sup>83</sup>.

---

<sup>79</sup> Néanmoins, souhaitant donner la plus grande discrétion à ces négociations, il en charge les services secrets. La délégation turque est dirigée par un fidèle du Premier ministre, Hakan Fidan, futur chef du Service de renseignement national (MIT).

<sup>80</sup> Ces conditions portent sur les droits constitutionnels revendiqués par les Kurdes, le retrait vers l'Irak des combattants du PKK et l'adoption d'une loi d'amnistie.

<sup>81</sup> Déclaration faite le 16 juillet 2011 par Recep Erdoğan après une meurtrière attaque du PKK contre un poste militaire turc à la frontière irakienne.

<sup>82</sup> La bataille que les Kurdes livrent pour défendre la ville de Kobané, en particulier, fait l'objet d'un écho médiatique mondial. Considérés comme des mouvements terroristes par la Turquie, le PYD et sa branche armée, les Unités de protection du peuple kurde (YPG) acquièrent une image positive dans les pays occidentaux.

<sup>83</sup> Cf. Annexe V.

Fin connaisseur de ce dossier<sup>84</sup>, Recep Erdoğan souhaite, en échange de l'acceptation culturelle et de la reconnaissance d'erreurs passées, mettre la communauté kurde au service de son projet national. Pour autant, en dépit des espérances qu'il avait initialement fait naître au sein de la population et de quelques avancées symboliques<sup>85</sup>, il a régulièrement instrumentalisé cette question à des fins politiques. Il n'en demeure pas moins qu'à travers différentes tentatives d'ouverture, il a participé à la maturation de l'opinion turque sur la question kurde.

Au-delà de ses partisans les plus fidèles, l'opinion turque n'est pas dupe des pratiques de Recep Erdoğan, en particulier de sa politique de réislamisation et de la manière dont il a habilement réussi à passer en 14 ans d'un statut de Premier ministre vulnérable à celui de président incontesté. Pour une majorité de Turcs, il apparaît comme un homme providentiel. Celui qui a rehaussé considérablement le statut de la Turquie, le seul à même de la protéger dans un contexte intérieur et régional tendu. Au-delà de la pression sécuritaire actuelle, l'engouement pour l'homme explique aussi bien l'échec total du coup d'Etat du 15 juillet 2016 que ses chances de se maintenir au pouvoir dans les années qui viennent.

## **2. Le domaine économique**

### **a. Un bilan économique positif**

Bénéficiant des orientations données par ses prédécesseurs ainsi que du processus d'adhésion à l'UE, Recep Erdoğan peut se prévaloir, dès son premier mandat de statistiques macroéconomiques excellentes<sup>86</sup>. En poursuivant les réformes structurelles initiées au début des années 2000 par l'économiste Kemal Derviş<sup>87</sup>, il ouvre en 2003 une période de stabilité économique qui redonne confiance aux investisseurs, notamment étrangers. En outre, ayant fait de l'AKP un parti ouvertement libéral, il bénéficie dès son élection du soutien du patronat qui considère avec bienveillance ses projets consistant à vendre de nombreuses entreprises publiques afin de combler le déficit de l'Etat. Entre 2003 et 2007, les capitaux étrangers

---

<sup>84</sup> Dans les années 90, Recep Erdoğan suivait ce sujet pour le compte du Parti de la félicité.

<sup>85</sup> Une chaîne de télévision en langue kurde financée par l'Etat a notamment vu le jour.

<sup>86</sup> Le Produit Intérieur Brut (PIB) progresse en moyenne de 7% par an entre 2003 et 2007. Entre 2001 et 2007, l'inflation passe de 90% à 5,6%, la dette de 90,5% du PIB à 29,1%, le déficit des comptes publics de 29,1 à 13 milliards de dollars.

<sup>87</sup> Ancien vice-président du FMI, l'économiste Kemal Derviş a été ministre turc de l'économie de 2001 à 2002.

rentrant annuellement en Turquie sont ainsi multipliés par cinq<sup>88</sup> tandis que le Produit Intérieur Brut (PIB) augmente en moyenne de 6,7% par an.

Au-delà des réformes entreprises, le dynamisme remarquable de l'économie turque s'explique également par l'importance de son marché intérieur, par la compétitivité de sa main d'œuvre et par sa fiscalité avantageuse pour les entreprises. En outre, les efforts qu'elle effectue pour devenir un corridor énergétique, les liens privilégiés qu'elle entretient avec l'UE ainsi qu'avec plusieurs pays isolés sur le plan politique (Syrie, Iran) contribuent en quelques années à faire de la Turquie une puissance économique régionale.

Contrairement à ses prédécesseurs qui n'avaient pas bénéficié d'un contexte économique aussi favorable, Recep Erdoğan fait profiter le peuple des fruits de la croissance, réalisant un bon calcul politique. De fait, bien que la croissance turque n'ait pas d'impact rapide sur le marché du travail, les résultats économiques encourageants de la Turquie ont un impact très favorable sur la popularité du Premier ministre. Celui-ci exploite cette situation en faisant passer l'aide sociale aux plus pauvres, auparavant distribuée par l'Etat, par des structures parallèles attachées à sa fonction et gérées par des fondations privées<sup>89</sup>.

Pour autant, cette situation n'est pas sans danger. Lier son destin politique à la situation économique d'un pays, par définition fluctuante, présente des risques.

#### **b. Des défis structurels à surmonter**

Malgré ses résultats très encourageants, la croissance turque ayant débuté dans les années 2000 n'a rien d'irréversible. Désormais plus intégrée à l'économie mondiale<sup>90</sup>, la Turquie n'en est que plus dépendante de l'étranger à travers ses besoins énergétiques croissants et les flux de capitaux alimentant son déficit extérieur.

Par ailleurs, appartenant toujours au groupe des pays émergents, la Turquie n'a pas encore achevé les transformations structurelles lui permettant d'accéder au rang de pays développé.

---

<sup>88</sup> Entre 2003 et 2007, les capitaux étrangers entrant annuellement en Turquie passent de 10 à 55,4 milliards de dollars. Cité par CHEVIRON Nicolas et PEROUSE Jean-François, *op.cit.*, p.246.

<sup>89</sup> Ces structures restent financées par l'Etat. La principale d'entre elles est le Fonds d'aide sociale et de solidarité (SYDF).

<sup>90</sup> Le commerce extérieur de la Turquie est ainsi passé de 16% de son Produit National Brut (PNB) en 1980 à 40% en 2011.

Soumis à une forte pression démographique<sup>91</sup> qu'elle encourage à travers une politique nataliste et à un processus d'urbanisation continu<sup>92</sup>, elle possède un niveau de développement humain, qui reste très en retard sur ses résultats économiques<sup>93</sup>.

### **c. La peur du déclassement**

Longtemps surévaluée par les agences de notation, la Turquie court actuellement le risque d'une récession liée à sa dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers. « Dopée » pendant dix ans par une période de rattrapage économique, la Turquie peine désormais à poursuivre sa croissance, handicapée par ses faiblesses structurelles et par la mauvaise conjoncture mondiale.

Incapable de développer des industries de haute technologie au rythme souhaité par ses dirigeants, elle peine également à financer la politique de grands travaux voulue par Recep Erdoğan<sup>94</sup>. Par ailleurs, au-delà de la conjoncture économique mondiale, l'image de la Turquie est ternie depuis plusieurs années par des affaires de corruption touchant à haut niveau l'entourage du président, par l'autoritarisme croissant de ce dernier, par le blocage des négociations avec l'UE ainsi que par ses problèmes sécuritaires internes et externes.

Dans ce contexte, le taux de croissance de la Turquie faiblit progressivement, sapant la confiance des investisseurs et laissant beaucoup d'analystes financiers s'interroger sur l'éventualité d'une crise d'ajustement remettant à sa place, sur le plan économique, un pays qui est surclassé depuis une dizaine d'années.

Son image d'homme fort, sa popularité et sa crédibilité reposant en partie sur son bilan économique, Recep Erdoğan ne peut se permettre de voir l'économie turque entrer en récession. Un tel scénario fragiliserait à la fois sa position politique intérieure et ses ambitions internationales, le commerce extérieur étant perçu par le président turc: « *au-delà d'un*

---

<sup>91</sup> Entre 1980 et 2012, la population turque est passée de 44 millions à 75 millions d'habitants.

<sup>92</sup> Entre 1980 et 2012, le taux d'urbanisation est passé de 36 à 75%.

<sup>93</sup> En 2011, la Turquie occupait le 67<sup>ème</sup> rang mondial au classement des PNB et le 92<sup>ème</sup> rang au classement IDH (Indicateur de Développement Humain).

<sup>94</sup> Cette politique lancée par Recep Erdoğan prévoit notamment la construction d'un troisième aéroport, d'un troisième pont sur le Bosphore et de quartiers géants à Istanbul ainsi que le percement d'un canal reliant la mer Noire à la mer de Marmara.

*schéma de rationalité exclusivement économique, comme le versant d'une stratégie plus globale intégrant l'espace géopolitique.»<sup>95</sup>*

### **3. La politique étrangère turque : entre rayonnement croissant et ambitions déçues**

Depuis l'arrivée de Recep Erdoğan au pouvoir, la politique étrangère de la Turquie a connu deux grandes phases. Inspiré par les écrits d'Ahmet Davutoğlu, le Premier ministre turc donne initialement de fortes impulsions destinées à faire rayonner davantage son pays dans le cadre d'une politique souvent qualifiée de « néo-ottomane » mais aux ambitions dépassant en réalité largement l'aire d'influence de l'ex-Empire ottoman.

A partir de 2011, cette orientation est fortement mise à mal par les conséquences des « printemps arabes » et le prolongement de la guerre en Syrie. Alors qu'elle cherchait précédemment à acquérir un statut de puissance tutélaire au Moyen-Orient et à devenir l'interlocuteur privilégié des grandes puissances, la Turquie assiste à l'échec de sa stratégie régionale. Un isolement croissant en résulte pendant plusieurs années.

#### **a. Niveau régional : De « Zéro problème avec les voisins » à l'isolement de la diplomatie turque**

Depuis l'arrivée de Recep Erdoğan au pouvoir, la diplomatie turque est guidée par le sentiment que l'Occident continue à rejeter la Turquie alors qu'il en a régulièrement besoin. Pour Ankara, il s'agit donc de sortir, discrètement d'abord, d'une voie qui a été choisie du fait de la faiblesse de son pays à l'issue de la seconde guerre mondiale, engendrant une dépendance longue et humiliante.

Pour des raisons de fierté et d'intérêts partagés, il apparaît initialement pertinent à Ankara de réactiver les liens historiques datant de l'époque ottomane en dépit des différents ayant opposé Turcs et Arabes durant cette période. C'est l'un des piliers de la « doctrine

---

<sup>95</sup> AKAGÜL Deniz, *La politique et le commerce extérieurs turcs. Entre le volontarisme et la contrainte extérieure*, EurOrient, n°35-36, L'Harmattan, Paris, 2011. Cité par INSEL Ahmet, *op.cit.*, p.86.

Davutoğlu » qui doit notamment permettre à la Turquie de mettre fin aux divergences qu'elle entretient avec plusieurs pays voisins, en particulier l'Irak, la Syrie et l'Iran. En effet, la Turquie possède avec ces trois pays des préoccupations communes, notamment l'exploitation du Tigre et de l'Euphrate, ainsi que la gestion de la question kurde et des intérêts communs, en particulier liés aux questions énergétiques. Ankara cherche notamment à renforcer ses liens avec Téhéran, son concurrent le plus puissant dans la région, pour répondre grâce aux ressources énergétiques iraniennes aux besoins croissants de son industrie<sup>96</sup>.

A partir du mois de janvier 2011, les changements intervenant dans les pays arabes mettent considérablement à mal cette logique et les projets en cours, notamment avec la Syrie, qui en dix ans est passée du statut de concurrent à celui de pays ami. De même que ses alliés occidentaux et que ses voisins, la Turquie n'anticipe pas les développements des « printemps arabes » dont l'enlisement du conflit syrien. Elle se retrouve ainsi en l'espace de deux ans (2011-2013) en délicatesse avec l'Égypte<sup>97</sup> et l'Irak<sup>98</sup>.

De plus, engagée par le biais d'intermédiaires<sup>99</sup> dans une guerre contre la Syrie de Bachar el-Assad, elle s'oppose désormais à l'Iran et à la Russie<sup>100</sup>, tout en mécontentant fortement ses alliés occidentaux du fait de son soutien indiscriminé aux groupes rebelles syriens<sup>101</sup>. Ne pouvant ni rompre avec la Russie et l'Iran pour des raisons économiques<sup>102</sup>, ni s'aligner sur

---

<sup>96</sup> L'Iran, de son côté, a besoin de débouchés sur la Méditerranée et d'alliés pour réduire son isolement diplomatique.

<sup>97</sup> Excellentes lorsque les Frères musulmans sont au pouvoir, les relations entre Ankara et Le Caire se muent en une franche hostilité après l'éviction du président Mohamed Morsi. A l'automne 2013, tandis que la Turquie accueille des centaines de Frères musulmans en fuite, les autorités égyptiennes renvoient l'ambassadeur turc.

<sup>98</sup> Fortement liée à la question kurde, l'implication de la Turquie dans la guerre en Syrie est la cause de tensions croissantes avec l'Irak. Proches des Kurdes irakiens depuis la fin des années 2000, les autorités turques instrumentalisent ces derniers afin de contrer l'influence du PKK sur les Kurdes de Syrie et de Turquie. Dans ce cadre, Ankara forme des combattants kurdes et importe, depuis le mois de juillet 2012, du pétrole extrait au Kurdistan irakien, au grand dam de Bagdad qui dénonce ces ingérences flagrantes dans sa politique intérieure.

<sup>99</sup> La Turquie apporte depuis 2011 son soutien au Conseil National Syrien (CNS), autorité politique de transition destinée à fédérer les opposants au régime de Bachar el-Assad, ainsi que son bras armé l'Armée Syrienne Libre (ASL).

<sup>100</sup> Les tensions avec la Russie atteignent leur paroxysme lorsque le 24 novembre 2015, deux chasseurs F-16 turcs abattent, dans des circonstances obscures, un avion de combat russe accusé d'avoir violé l'espace aérien de la Turquie.

<sup>101</sup> A partir de 2012, Washington rappelle régulièrement à Ankara de ne pas armer de manière indiscriminée les groupes armés luttant contre le régime syrien, certains étant djihadistes comme le front al-Nosra qui est fortement lié à Al-Qaeda et l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EEIL).

<sup>102</sup> 20% des importations turques de gaz proviennent d'Iran et environ 55% de Russie.

les Occidentaux pour des raisons intérieures<sup>103</sup> et de crédibilité vis-à-vis de ses alliés arabes, la Turquie est confrontée à un dilemme qui signe l'échec de sa politique régionale.

Désireux de sortir de son isolement, d'apparaître comme incontournable dans le règlement du conflit contre l'Etat islamique (EI) et de s'affirmer comme une force protectrice des sunnites, Ankara adopte, à partir du printemps 2016 une nouvelle orientation qui se confirme au lendemain de la tentative de coup d'Etat. Celle-ci l'amène, à partir de l'été 2016, à se rapprocher de la Russie dans le cadre de tractations discrètes.

Durant ces échanges, il semble que la Russie et la Turquie acceptent de baisser leurs aides respectives aux mouvements armés qu'elles soutiennent ouvrant la voie à un « découpage » non-officiel du nord de la Syrie permettant aux Turcs d'empêcher la création d'un territoire kurde unifié le long de ses frontières et d'intervenir militairement sans susciter de réaction russe. Dès le 24 août, l'armée turque peut ainsi déclencher l'opération Bouclier de l'Euphrate qui consiste à pénétrer en Syrie pour combattre l'EI et les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) majoritairement composées de Kurdes du YPG.

Entre 2013 et 2016, l'isolement a mené la Turquie de l'intransigeance de surface au pragmatisme. Plus confiant dans la détermination des Russes et des Iraniens que dans celles des Occidentaux considérés comme peu fiables depuis la tentative de coup d'Etat. Dans ce cadre, Recep Erdoğan a ouvert depuis l'été 2016 une nouvelle page de sa politique régionale, vraisemblablement sans naïveté sur ses « nouveaux alliés ».

## **b. Face à l'Eurasie**

Bien qu'elles se soient opposées sur trois sujets politiques majeurs<sup>104</sup> depuis l'arrivée au pouvoir de Recep Erdoğan, les relations entre la Turquie et la Russie sont toujours restées fondées sur un certain pragmatisme, aucun des deux pays n'ayant intérêt à ce que les divergences politiques qui les opposent, même lorsqu'elles sont de forte ampleur, n'aient un impact économique aussi significatif. A ce titre, les deux pays ont toujours maintenu leurs

---

<sup>103</sup> La Turquie ne peut accepter de favoriser même indirectement le PYD, proche du PKK et déjà soutenu par les Occidentaux.

<sup>104</sup> La Turquie et la Russie se sont opposées lors du conflit russo-géorgien (2008), de l'annexion de la Crimée (2014) et depuis le début du conflit Syrie (2011).

liens économiques<sup>105</sup> en dépit des sanctions internationales visant la Russie depuis le début de la crise ukrainienne, et de leurs divergences sur la Syrie.<sup>106</sup>

De nature particulièrement complexe, les relations entre la Turquie et la Russie sont aujourd'hui principalement fondées sur des intérêts économiques partagés<sup>107</sup> ainsi que sur la qualité des liens personnels unissant leurs dirigeants. Recep Tayyip Erdoğan et Vladimir Poutine partagent la même conception de la « démocratie », la même hostilité envers l'impérialisme occidental et la même détermination à défendre la souveraineté de leurs pays.

Sur le plan politique, en dépit d'intérêts divergents Recep Erdoğan et Vladimir Poutine ont régulièrement la même approche. Ainsi, malgré les tensions ayant suivi le déploiement de troupes russes en Syrie, à l'été 2015, les deux dirigeants considèrent désormais conjointement que le problème posé par ce pays est avant tout géopolitique et non idéologique<sup>108</sup>.

Pour sa part, Ankara semble estimer, avec un certain réalisme, que la volonté de Moscou de peser sur l'issue du conflit syrien est plus forte que celle des Occidentaux, à commencer par les Etats-Unis. Considérant qu'une alliance potentielle entre la Russie, l'Iran, la Syrie et l'Arménie voire le PKK placerait son pays dans une situation d'isolement problématique, son rapprochement avec Moscou a l'été 2016 est logique.

Moins inhibés que leurs homologues occidentaux, Recep Erdoğan et Vladimir Poutine ont ainsi réussi en quelques mois à passer d'un haut niveau de tensions à un accord rapidement mis en œuvre dont la prise d'Alep au mois de décembre 2016 et le nombre croissant d'attentats djihadistes en Turquie<sup>109</sup> sont des conséquences vraisemblables. Au mois de janvier 2017, les négociations d'Astana (Kazakhstan) entre le gouvernement et l'opposition syrienne, organisées par la Russie, l'Iran et la Turquie, ont ouvert une nouvelle page des relations russo-turques.

---

<sup>105</sup> Entre 2011 et 2014, la valeur du commerce entre les deux pays était évaluée à environ 30 milliards de dollars par an. *Russia-Turkey relations*, Russian analytical digest, n°179, Center for Security Studies, ETH Zurich, 12 février 2016, p.2.

<sup>106</sup> La Turquie a ainsi toujours continué à importer les hydrocarbures provenant de Russie.

<sup>107</sup> Ces liens se sont concrétisés dès le milieu des années 2000 par plusieurs accords économiques majeurs. Les plus significatifs sont l'accord commercial portant sur la construction d'une centrale nucléaire russe en Turquie (mai 2010) et le projet de gazoduc Turkish Stream (décembre 2014) renforçant la place de hub gazier de la Turquie entre la Russie et l'Europe.

<sup>108</sup> JOSSERAN Tancredè, (Entretien avec), *Où en est la Turquie ?*, Les clés du Moyen-Orient, 22 juin 2016.

<sup>109</sup> Cf. Annexe V.

Si la Turquie joue sur ses liens avec la Russie pour affirmer son indépendance au sein de l'OTAN, elle semble utiliser le même procédé vis-à-vis de l'UE dans le domaine économique en suggérant régulièrement qu'elle pourrait rejoindre l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)<sup>110</sup>, mais pas avec le même succès. Ainsi, en 2013, sa candidature est rejetée au prétexte qu'elle était trop soumise aux injonctions des Etats-Unis. Pour autant, au mois de novembre 2016, dans un contexte de tensions avec l'UE<sup>111</sup> le président Erdoğan affirme à nouveau cette ambition. Celle-ci reste néanmoins à relativiser et s'apparente en partie à une nouvelle tentative de pression sur l'UE.

### c. Face au monde occidental

#### L'évolution de la politique européenne de la Turquie

Rompant avec la politique anti-européenne prônée auparavant par les islamistes du *Refah* auquel Recep Erdoğan appartenait précédemment, l'AKP fait, à son arrivée au pouvoir, de l'entrée dans l'UE une priorité, se plaçant ainsi dans la continuité des gouvernements précédents, en accord avec l'opinion publique qui est alors massivement europhile.<sup>112</sup>

Initialement, le projet européen lui est utile à deux titres. D'une part, il lui permet de recueillir un fort soutien populaire. D'autre part, à travers les réformes démocratiques qu'il exige, il lui donne l'occasion d'atténuer progressivement le pouvoir d'institutions hostiles, de surcroît avec le soutien des grandes chancelleries occidentales. Dans ce cadre, six « paquets » de lois d'harmonisation avec l'UE et une réforme constitutionnelle sont votés entre 2003 et 2005<sup>113</sup>. Pour les bastions kémalistes, il est alors particulièrement difficile de contester ces mesures qui rognent leurs pouvoirs.

---

<sup>110</sup> L'OCS est une organisation intergouvernementale régionale asiatique regroupant la Russie, la Chine et la plupart des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale.

<sup>111</sup> Les tensions entre l'UE et la Turquie sont liées au gel du processus d'adhésion et à l'application de l'accord de 2013 portant sur les migrants syriens accueillis en Turquie. Le président Erdoğan exige notamment que les citoyens turcs n'aient plus à demander de visa pour se rendre dans l'UE.

<sup>112</sup> Au mois de novembre 2003, un sondage établit que 74,4% des Turcs sont favorables au projet d'adhésion à l'UE. CHEVIRON Nicolas, PEROUSE Jean-François, *op.cit.*, p.232.

<sup>113</sup> La peine de mort et les tribunaux d'exception sont abolis. La primauté des accords internationaux, dont la Convention européenne des droits de l'Homme, sur le droit national est instaurée.

Bien qu'attendu par la Turquie depuis longtemps<sup>114</sup> et malgré quelques avancées, les négociations avec l'UE font l'objet de tensions immédiates dont les responsabilités sont partagées. Tandis que l'UE précise que le processus engagé garde une « issue ouverte », clause inédite, vécue comme discriminante par la Turquie, les autorités turques se montrent particulièrement exigeantes vis-à-vis des Européens dès l'ouverture des discussions. En outre, elles refusent de régulariser leurs relations avec Chypre. D'emblée, cette question gêne considérablement l'avancée du processus dont la popularité baisse rapidement, tant en Turquie<sup>115</sup> qu'au sein des pays de l'UE. Quatre ans après le début des pourparlers, seuls 11 des 35 chapitres thématiques de négociation ont été ouverts<sup>116</sup>.

Douze après leur lancement, il y a tout lieu de s'interroger sur la sincérité initiale et le réalisme du souhait exprimé par Recep Erdoğan de voir la Turquie intégrer l'UE. Certes la Turquie a conduit un certain nombre de réformes dans le cadre de sa candidature. Mais, tout en libéralisant la société turque, celles-ci lui ont avant tout permis de libérer la croissance économique et de saper l'autorité de ses adversaires. Sur de nombreuses exigences européennes, en particulier les droits de l'homme, les droits économiques et sociaux ainsi que la protection des minorités, Recep Erdoğan est toujours resté ferme, laissant consciemment des points de blocage à l'entrée de son pays dans l'UE. C'est notamment le cas de la question chypriote qui n'a connu aucune avancée.<sup>117</sup>

Pour autant, conscient qu'une telle décision aurait de fortes conséquences Recep Erdoğan semble se refuser à porter la responsabilité d'une fin officielle de la candidature de son pays. En effet, pour la Turquie, le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE obéit à des considérations politiques, économiques<sup>118</sup>, financières<sup>119</sup> et donc, à moyen terme, intérieures. Tout en cherchant d'autres partenaires, la Turquie entend donc, quelle que soit l'issue du processus d'adhésion, jouer un rôle dans l'UE. C'est l'interprétation la plus probable de la

---

<sup>114</sup> Cf. Annexe II.

<sup>115</sup> Le taux de soutien au processus d'adhésion passe de 70% en 2003 à 60% en 2005, puis à moins de 50% en 2006. Sondage Eurobaromètres. Cité par CAUTRES Bruno et MONCEAU Nicolas, *La Turquie en Europe – L'opinion des Européens et des Turcs*, Presses de Science Po, Paris, 2011.

<sup>116</sup> Huit chapitres sont gelés en raison du refus de la Turquie d'ouvrir ses aéroports et ports aux avions et navires chypriotes grecs. Dix chapitres sont gelés de manière tacite à la demande d'Etats membres.

<sup>117</sup> Ankara a toujours refusé de reconnaître officiellement la République de Chypre, ce qui lui interdit toute possibilité d'entrée dans l'Union européenne.

<sup>118</sup> Au-delà de l'implantation d'entreprises européennes en Turquie, l'envoi de centaines de milliers de jeunes travailleurs dans les pays européens permet à Ankara de faire baisser son taux de chômage et à son économie de bénéficier de devises envoyées par ces expatriés.

<sup>119</sup> L'UE verse 671 millions d'euros par an à la Turquie au titre de la préadhésion.

politique d'influence que Recep Erdoğan mène actuellement en Europe, notamment à l'occasion de ses déplacements durant lesquels il rencontre régulièrement les communautés turques<sup>120</sup>. A ces dernières, il demande systématiquement de ne pas s'assimiler et de jouer un rôle politique croissant dans leurs pays d'adoption.

### **L'évolution des relations avec les Etats-Unis et l'OTAN.**

Au début des années 50, les dirigeants turcs doivent, sous la menace soviétique, rejoindre l'OTAN qui exige des concessions en contrepartie<sup>121</sup>. Par la suite, notamment à l'occasion des deux guerres qu'ils mènent en Irak (1991 et 2003), les Etats-Unis cherchent régulièrement à utiliser le territoire turc en contradiction avec la volonté manifestée par la majeure partie de la population. Pour Recep Erdoğan, ces pressions sont, par principe, inacceptables mais sa faiblesse politique initiale l'empêche de réagir. Ce dont les diplomates américains sont parfaitement conscients en 2003.<sup>122</sup>

Aussi, c'est assez logiquement que Recep Erdoğan prend progressivement une certaine distance avec les Etats-Unis et l'OTAN à partir du début de son second mandat. Celle-ci s'exprime à travers des réticences à autoriser l'utilisation de son territoire, en particulier la base d'Incirlik, et à acheter systématiquement des équipements militaires américains<sup>123</sup>. Bien que ces différentes initiatives s'inscrivent dans le cadre d'une politique visant à réaffirmer la place de la Turquie au niveau régional, voire aux yeux du monde entier, il convient toutefois d'avoir à l'esprit qu'il ne s'agit pas de la première prise de distance de la Turquie avec les Etats-Unis et l'OTAN<sup>124</sup>.

---

<sup>120</sup> D'autres canaux sont également utilisés : réseaux d'amitié, groupes parlementaires, Institut du Bosphore (créé en 2009 par l'Association des hommes d'affaires et des industriels turcs (TÜSIAD), cet organisme réunit régulièrement des hommes d'affaires et des hommes politiques français), *Diyanet* (direction turque des affaires religieuses).

<sup>121</sup> Sur le plan intérieur, les nouveaux alliés de la Turquie exigent notamment, lors de la conférence de San Francisco, qu'elle s'ouvre au multipartisme.

<sup>122</sup> Au mois de janvier 2004, un câble diplomatique américain révèle : « *Erdoğan considère le soutien des Etats-Unis à son gouvernement comme essentiel à sa survie* » et « *se donne pour rôle de diriger l'ambivalence des Turcs dans notre direction, mais, en même temps, il veut éviter d'être labellisé pro Etats-Unis* ». Wikileaks, câble diplomatique américain 04ANKARA348, daté du 20 janvier 2004. Cité dans CHEVIRON Nicolas et PEROUSE Jean-François, *op.cit.*, p.283.

<sup>123</sup> En 2013, la Turquie suscite de vives critiques occidentales lorsqu'elle annonce qu'elle va acquérir le système chinois de défense aérienne Hongqi-9/FD 2000 dans le cadre d'un appel d'offre auquel avaient participé le consortium européen Eurosam, le tandem américain Raytheon/Lockheed-Martin. Deux ans plus tard, la Turquie annonce renoncer à ce projet. Depuis l'automne 2016, la Turquie négocierait avec la Russie l'achat de systèmes anti-aériens S-300 ou S-400.

<sup>124</sup> Dans les années 60 puis 70, les relations entre les Etats-Unis et la Turquie se sont refroidies à deux occasions : au lendemain de la crise des missiles de Cuba dont le dénouement a été permis grâce au retrait de missiles américains installés sur le territoire turc ; à la suite de l'invasion du nord de Chypre par l'armée

Plus que d'une rupture, il s'agit d'une évolution visant à rééquilibrer l'alliance de la Turquie avec les Etats-Unis et à redéfinir sa place au sein de l'OTAN. Considérant que l'alliance de la Turquie avec les Etats-Unis et l'OTAN est déséquilibrée, Recep Erdoğan refuse de s'enfermer dans une allégeance exclusive.

Si l'implosion de l'URSS avait initialement diminué l'intérêt de la Turquie pour les Etats-Unis, leur intervention prolongée en Irak, leurs tensions permanentes avec l'Iran, puis la prise en compte de la menace représentée par *Daech* ont redonné de l'importance à leur alliance avec Ankara. En dépit de fortes divergences portant sur la question syrienne<sup>125</sup>, Recep Erdoğan compte donc profiter du caractère incontournable de son pays pour affirmer son indépendance sans risquer une exclusion de l'OTAN qui aurait des conséquences immédiates pour l'efficacité de ses forces armées, principalement dotées d'équipements américains.

#### **d. Face au reste du monde**

Dès 2003, Recep Erdoğan cherche à se construire une image d'homme de dialogue au sein des grandes organisations gouvernementales afin d'acquérir progressivement une stature internationale. Ainsi, à partir de 2005, il parraine aux côtés du Premier ministre espagnol José Luis Zapatero l'Alliance des civilisations, forum international créé par l'ONU pour lutter contre les extrémismes grâce à la coopération interreligieuse et interculturelle.

A partir de la fin des années 2000, les succès politiques remportés sur le plan national et la bonne santé économique lui confèrent la possibilité de donner une nouvelle impulsion à sa diplomatie. Utilisant son statut de pays émergent comme un argument supplémentaire, la Turquie cherche à développer son influence au-delà des régions auxquelles elle est traditionnellement liée. Elle se tourne alors vers l'Asie, l'Amérique du Sud<sup>126</sup> et l'Afrique<sup>127</sup> dans le cadre d'une « diplomatie à 360° »<sup>128</sup>.

---

turque. La concession américaine portant sur des armements susceptibles de défendre le territoire turc et la condamnation de l'invasion de Chypre ont été vécues comme des trahisons de la part des Etats-Unis.

<sup>125</sup> La Turquie reproche en particulier aux Etats-Unis et à d'autres pays occidentaux d'armer le Parti de l'union démocratique (PYD), branche syrienne du PKK, pour lutter contre *Daech*.

<sup>126</sup> La Turquie a notamment signé des accords de coopération avec Haïti et la République dominicaine.

<sup>127</sup> En l'espace de dix ans, la Turquie a ouvert une vingtaine d'ambassades dans l'Afrique subsaharienne.

<sup>128</sup> Expression employée par BILLION Didier dans l'ouvrage de MARCOU Jean et TURKMEN Füsün, op.cit., p.58.

En Afrique, l'effort de la Turquie est particulièrement spectaculaire. Entre 2003 et 2011, les échanges commerciaux sont ainsi multipliés par quatre, passant de 5,4 à 22,9 milliards de dollars. Observateur de l'UA depuis 2003, la Turquie aspire à concurrencer les anciennes puissances coloniales et les nouvelles puissances économiques (Chine et Inde) intéressées par les ressources du continent. La stratégie de la Turquie y conjugue économie<sup>129</sup> et diplomatie. Ainsi, en 2009, c'est notamment grâce au soutien de pays africains que la Turquie obtient, pour la première fois de son histoire, un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

Le succès de ce rayonnement croissant reste cependant à relativiser depuis 2013, année à partir de laquelle la Turquie vit un certain isolement diplomatique. Ainsi, le 24 septembre 2014 lorsque Recep Erdoğan, dont l'image internationale est alors écornée, prononce son premier discours en tant que président devant l'Assemblée générale de l'ONU, la salle est vide aux quatre cinquièmes.

Dans la plupart des pays occidentaux, les impulsions données par Recep Erdoğan à la politique étrangère de la Turquie gênent depuis la fin des années 2000, époque à partir de laquelle il prend une assurance nouvelle se manifestant par l'affichage de fortes ambitions et de provocations verbales accompagnées d'une agressivité non dissimulée. D'une certaine manière, il a été difficile d'observer la Turquie passer de son statut de membre fidèle de l'OTAN à celui d'allié retors et de constater que le modèle turc prouvant la compatibilité de l'islam et de la démocratie –au sens où on l'entend à Washington ou à Paris- n'était qu'un leurre.

Néanmoins, dans un contexte où, conformément à la thèse défendue par Hubert Védrine, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, tous les peuples de la planète sont actifs sur le plan politique<sup>130</sup>, il convient d'avoir à l'esprit que la politique étrangère d'Ankara évolue, d'une certaine manière, conformément au reste du monde. Désormais consciente de son potentiel, la Turquie souhaite participer à la promotion d'un nouvel ordre mondial multipolaire lui permettant d'exercer enfin une véritable influence dans les relations internationales. Au-delà des provocations verbales de son président, de son ambition

---

<sup>129</sup> L'Afrique est particulièrement prisée des petites et moyennes entreprises (PME) turques incapables de se développer dans les régions plus concurrentielles dont l'UE.

<sup>130</sup> Thèse défendue par VEDRINE Hubert, *Continuer l'Histoire*, Fayard, Paris, 2007.

personnelle et de son arrogance qu'apprécie la majorité de la population turque, c'est cet esprit neuf qui guide désormais, sous l'impulsion de Recep Erdoğan la politique étrangère de la Turquie.

### **III. PROSPECTIVE : DEFIS ET DILEMMES DE LA TURQUIE D'ERDOGAN**

#### **1. Défis et dilemmes intérieurs**

##### **a. La nouvelle scène politique intérieure**

Huit mois après l'échec de la tentative de coup d'Etat, le président Erdoğan apparaît comme le seul point de référence dans le débat politique turc. A ce titre, ses décisions et les orientations qu'il donne à son pays ont désormais une importance nouvelle en l'absence totale de contre-pouvoir.

A ce stade, il est probable que Recep Erdoğan va chercher à exploiter au maximum cette séquence qui lui permet de terminer la mise au pas de l'appareil d'Etat qui avait commencé à la fin des années 2000. Si le referendum prévu au mois d'avril 2017 valide, comme il le souhaite, la mise en place d'un régime présidentiel, Recep Erdoğan sera parvenu en quelques années à transformer très profondément l'Etat turc. Disposant auparavant de peu de prérogatives, le président pourra désormais nommer sans contrôle parlementaire ses vice-présidents<sup>131</sup> et ses ministres. En outre il exercera un fort contrôle sur la justice<sup>132</sup>. Enfin, s'il se représente, comme prévu aux élections présidentielles de 2019, Recep Erdoğan est susceptible de rester au pouvoir jusqu'en 2029<sup>133</sup>, la potentielle future constitution l'autorisant à effectuer deux mandats consécutifs de cinq ans.

A court terme, la nécessité de ne pas accentuer le fossé entre la Turquie musulmane et conservatrice d'une part et la Turquie moderniste et laïque d'autre part devrait l'obliger à ne pas lancer de nouvelles réformes liées à la place de l'islam. Dans ce domaine, il est probable

---

<sup>131</sup> Le projet de nouvelle constitution prévoit de supprimer la fonction de Premier ministre.

<sup>132</sup> Sur les 11 membres du Haut conseil des juges et procureurs, institution qui désigne l'ensemble des magistrats, 4 seront nommés conjointement par le président et le parlement. 7 seront nommés par le parlement.

<sup>133</sup> En 2029, Recep Erdoğan aura 75 ans.

qu'il inscrive ses attentes, en particulier celle d'une réislamisation de la société, dans le long terme. Par ailleurs, en dépit de sa force actuelle Recep Erdoğan n'est pas inatteignable. En cas de récession économique, le fort soutien populaire qu'il possède pourrait s'effriter progressivement. Mais en l'absence d'alternative crédible, il reste difficile d'évaluer un tel scénario pour le moment.

**b. La question kurde.**

Concernant la question kurde, Recep Erdoğan poursuit, dans la continuité de la politique menée depuis son accession au pouvoir, des objectifs de cours et de long terme.

A court terme, il s'apprête vraisemblablement à poursuivre le combat contre la rébellion kurde, tant pour briser tout espoir d'autonomie que pour montrer à la nation turque que la Turquie est une et indivisible. Ankara demandant comme préalable à toute concession de sa part, l'arrêt des violences et le dépôt des armes, conditions inacceptables pour le PKK, il est probable que les combats se poursuivent. Par ailleurs, affaibli par des purges massives qui ont touché tout particulièrement les forces de sécurité et la justice, l'Etat turc n'est pour le moment pas à même de lutter efficacement contre le terrorisme, qu'il soit kurde ou islamiste.

A long terme, conformément à ce que l'Empire ottoman avait réussi à mettre en place, Recep Erdoğan espère résoudre le problème kurde en atténuant les différences entre les Kurdes et les Turcs grâce aux fruits de la croissance économique et à la fraternité musulmane. A ce stade, la mise à l'écart du Parti du peuple démocratique (HDP) dont plusieurs représentants ont été emprisonnés dans le cadre des purges, représente néanmoins un frein probable à toute solution pacifique. En effet, pour mettre définitivement fin au conflit avec le PKK, une solution politique est nécessaire. Seuls des interlocuteurs crédibles tels que des députés du HDP permettront d'y parvenir.

## **2. Défis et dilemmes extérieurs**

### **a. Au niveau régional : La Turquie et la Syrie « après *Daech* »**

Le rôle actuellement joué par la Turquie dans les négociations sur la Syrie la place au rang ambitionné par ce dernier. A Astana, où se sont tenus du 23 au 27 janvier 2017 les pourparlers, ce sont la Russie, l'Iran et la Turquie qui ont présidé aux destinées de ce pays clé du Moyen-Orient. Pour la première fois depuis la fin de l'Empire ottoman, les pays occidentaux semblaient écartés. Autrefois, l'avenir du Moyen-Orient se jouait en Europe ou aux Etats-Unis sous le contrôle des Occidentaux. Sans préjuger de l'impact de ces rencontres dans les mois à venir, il semble qu'elles ont annoncé la montée en puissance du triptyque hétérogène Moscou-Téhéran-Ankara.

En participant au découpage éventuel de la Syrie, la Turquie entend à la fois préserver ses intérêts dans le cadre de sa lutte contre la mise sur pied d'un Etat kurde (problématique intérieure) et mettre fin à un isolement régional que l'Iran pourrait chercher à exploiter. En effet, en dépit de leur rapprochement récent sur la question syrienne et de leurs liens économiques, la Turquie et l'Iran restent concurrents sur le plan politique. A ce titre, Ankara et Téhéran devraient continuer à se monter attentifs au développement de leurs ambitions régionales respectives.

A terme, seule la mise en place d'une relation apaisée entre la Turquie, l'Iran et l'Arabie Saoudite, autre concurrent historique de Téhéran, constituera un fondement assez large pour faciliter le retour à un certain équilibre au Moyen-Orient.

### **b. Face au monde occidental**

Pour la Turquie, il a toujours été difficile de concilier ambitions internationales, fierté nationale et recherche du respect des critères d'adhésion exigés par l'UE. Difficilement tenable au début du processus, ce défi est devenu rapidement insurmontable. Par ailleurs, au-delà de l'opposition de principe affichée par certains pays et des nombreuses réticences turques, la question de Chypre reste un élément bloquant pour l'UE comme pour la Turquie.

Pour autant, quelle que soit l'évolution à venir des relations entre l'UE et la Turquie, il est peu probable que cette dernière mette fin unilatéralement aux négociations d'adhésion. D'ordre politique, économique et commercial, les enjeux sont trop importants pour elle. Certes, la Turquie poursuit sa croissance économique tout en restant hors de l'UE mais elle bénéficie déjà de son statut pré-adhésion. La perte de confiance des investisseurs suivant un éventuel renoncement à l'adhésion ne ferait qu'amplifier les craintes liées à ses frontières communes avec l'Irak et la Syrie, à ses problèmes internes et à son instabilité politique actuelle.

Par ailleurs, de son côté, l'UE ne souhaite vraisemblablement pas être accusée de repousser ouvertement une nation musulmane dont elle a actuellement besoin pour faire face à l'afflux de migrants et dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Sous réserve que Recep Erdoğan ne cherche pas à brusquer l'UE pour relancer le processus à ses conditions, il est possible que la candidature de la Turquie reste, à l'image du règlement de la question de Chypre, en suspens, peut-être pendant de nombreuses années.

Assez sûr de lui pour laisser penser qu'il est prêt à assumer une inflexion majeure de la politique étrangère turque, Recep Erdoğan semble cependant assez réaliste pour ne pas aller jusqu'à la rupture véritable que représenterait une sortie de l'OTAN. Le chef de l'Etat turc est probablement conscient, malgré la mollesse des réactions ayant suivi la tentative de coup d'Etat du mois de juillet 2016, que son pays ne retrouvera pas en la Russie un partenaire aussi fiable et utile que l'OTAN. Pour les Etats-Unis et l'OTAN, la Turquie représente désormais un partenaire instable, mais dont les moyens militaires, certes diminués pour le moment, et la position géographique<sup>134</sup> demeurent incontournables.

Dans ce contexte, il est peu probable que la Turquie puisse retrouver au sein de l'Alliance, la place qui était la sienne lorsque l'armée jouait un rôle majeur dans la vie politique. Alors que de nombreux officiers turcs servant au sein de l'OTAN ont été relevés de leurs fonctions dans le cadre des purges ayant suivi la tentative de coup d'Etat, la Turquie comme l'organisation transatlantique traversent une période de doutes sur l'avenir de leur relation, aucun des deux acteurs ne souhaitant prendre de décision anticipée.

---

<sup>134</sup> La Turquie est située au cœur d'une zone où les Etats-Unis interviennent très régulièrement depuis 1990. Pour les Etats-Unis comme pour l'OTAN, la base d'Incirlik, en particulier, revêt une haute importance.

### c. Face à l'Eurasie

Par le passé, la Turquie a toujours rejoint des alliances exclusives sous la contrainte de menaces extérieures qu'elles soient britanniques ou russes. Ainsi, à la fin de la seconde guerre mondiale, c'est sous la menace de Moscou qui exigeait la révision du régime des détroits et la restitution des *vilayets*<sup>135</sup> orientaux de Kars et Ardahan que la Turquie demande à rejoindre l'OTAN.

Bien que cet épisode soit désormais ancien, il a vraisemblablement laissé des traces dans la mémoire des dirigeants turcs. Si la Russie est actuellement un partenaire de circonstance de la Turquie, il est peu probable qu'elle puisse devenir un allié au même titre, voire à la place de l'OTAN.

Pour la Turquie, l'épisode de l'entrée dans l'OTAN est intéressant à un deuxième titre. Celle-ci l'a obligé à effectuer un certain nombre de concessions politiques<sup>136</sup> qui ont été mal vécues, tant par les autorités turques que par la population. Passer d'une relation exclusive à une autre pourrait avoir un prix. La Turquie de Recep Tayyip Erdoğan n'est vraisemblablement pas prête à payer ce qu'exigerait le passage d'une allégeance à une autre.

Cherchant à multiplier les partenaires, conformément au projet de monde multipolaire encouragé par la Russie, il est probable que la Turquie continuera à envisager une adhésion au sein de l'OCS. Les incertitudes pesant sur l'avenir de sa relation avec l'UE plaident pour cette solution, en dépit de l'échec de la demande d'adhésion de 2013.

---

<sup>135</sup> Le *vilayet* était une subdivision administrative de l'Empire ottoman. Les *vilayet* de Kars et Ardahan ont été conquis par la Russie en 1878 puis réintégrés à l'Empire ottoman par le traité de Kars en 1921.

<sup>136</sup> Sous la contrainte de ses nouveaux alliés, la Turquie a été obligée d'adopter le multipartisme, mettant ainsi fin au régime du parti unique.

## CONCLUSION

Recep Tayyip Erdoğan dirige la Turquie depuis le mois de mars 2003. Dans ce pays qui a connu quatre coups d'Etat entre 1960 et 1997, aucun homme politique n'a bénéficié d'une telle longévité au pouvoir depuis Mustapha Kemal. Ces 14 années passées au sommet de l'Etat lui ont permis de mener à bien un projet reposant sur un sens politique affirmé et une excellente compréhension des ressorts de son pays. Relativement peu cultivé<sup>137</sup> et appuyé par des conseillers ayant longtemps fait abstraction de la complexité et des divisions du monde arabo-musulman, il semble, en revanche avoir une maîtrise moindre de l'environnement régional de son pays.

Sachant néanmoins exploiter les situations de crise, il est généralement, en dépit de ses sorties provocatrices, un décideur rationnel capable de se remettre en cause comme l'a prouvé récemment son revirement sur la guerre en Syrie. Doté d'un certain pragmatisme l'amenant à mener une *realpolitik* n'excluant pas les bascules ou tout au moins l'évolution des alliances, capable de prendre des risques calculés, le chef de l'Etat turc peut être considéré, conformément au titre d'une biographie qui lui a été récemment consacrée, comme « *le nouveau Père de la Turquie* »<sup>138</sup>.

Dans son pays, il jouit d'une forte popularité qui n'a été démentie ni par les élections – il est sorti vainqueur de chaque scrutin national depuis 2003- ni par la rue, comme l'a prouvé l'échec immédiat de la tentative de coup d'Etat du mois de juillet 2016. A l'étranger, en revanche, notamment dans les pays occidentaux, le chef de l'Etat turc fait désormais l'objet de vives critiques. Initialement salué comme le premier chef d'Etat capable de concilier islam et démocratie, il est désormais souvent présenté comme un dictateur en devenir ayant habilement abusé la confiance des pays occidentaux et de son peuple.

Pour autant, il est restrictif de considérer Recep Tayyip Erdoğan sous ce seul prisme et de limiter ses ambitions à celle d'un islamiste ayant réussi à affaiblir progressivement l'armée et le parti kémaliste dans le but unique d'imposer progressivement ce que les partis islamistes de la Prospérité puis de la Vertu avaient été incapables de mettre en place dans les années 90.

---

<sup>137</sup> Il s'agit d'une critique régulièrement formulée par l'ex-président Abdullah Gül.

<sup>138</sup> CHEVIRON Nicolas, PEROUSE Jean-François, *op.cit.*

Ayant de grandes ambitions pour son pays et inscrivant son action dans le long terme, Recep Tayyip Erdoğan entend, grâce à la mise en place d'un pouvoir présidentiel fort issu des urnes et d'une stratégie opportuniste, continuer à « *réislamiser son pays pour faire de la religion le ciment d'un nouveau pacte social* »<sup>139</sup> (1), et renforcer la position de puissance régionale de la Turquie (2) tout en lui donnant une dimension nouvelle sur la scène internationale (3).

En dépit de son rapprochement récent avec la Russie, il paraît peu probable que Recep Erdoğan soit prêt à mettre fin aux liens privilégiés que son pays entretient avec le monde occidental. En effet, sans l'appui de l'OTAN et de l'UE, la Turquie perdrait vraisemblablement ce sur quoi elle a bâti sa sécurité et sa prospérité économique, aucun nouveau partenariat n'étant susceptible de lui apporter ces éléments vitaux à la poursuite de ses ambitions actuelles. Par ailleurs, à un deuxième niveau, la Turquie a besoin de maintenir une certaine proximité avec les Occidentaux, qu'elle présente au monde comme un gage de sa modernité et de sa capacité à assumer le rôle de lien entre l'Occident et l'Orient, mais également entre le Nord et le Sud.

Pour autant, à ce stade, il paraît désormais peu vraisemblable que la Turquie de Recep Erdoğan cherche à conserver la place qui était auparavant la sienne au sein du camp occidental. Le président turc entend désormais construire l'avenir de son pays sur de nouveaux fondements intérieurs et sur un nouvel équilibre de ses relations extérieures. À ce titre, les vives pressions qu'il exerce depuis trois ans sur l'UE en instrumentalisant la question des migrants sont révélatrices de la nature des relations actuelles et à venir avec la Turquie. Celles-ci resteront très probablement fondées sur le rapport de force. Aux principes prônés par Atatürk : « *turquiser, moderniser, occidentaliser* » pourraient succéder : « *turquiser, islamiser, voir grand* ».

---

<sup>139</sup> JOSSERAN Tancrède, *La nouvelle puissance turque – L'adieu à Mustapha Kemal*, Ellipses, Paris, 2010.

## BIBLIOGRAPHIE

### **Entretiens :**

CECILLON Julien. Rédacteur « Turquie » à la sous-direction de l'Europe méditerranéenne, Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, Paris, 16 novembre 2016.

CDT (X), spécialiste de la Turquie au Ministère de la Défense et des anciens combattants, Paris, 3 février 2017.

### **Ouvrages généraux :**

CHAUPRADE Aymeric (sous la direction de), *Géopolitique de la Turquie*, Paris, Editions Ellipses, février 2006.

CHEVIRON Nicolas et PEROUSE Jean-François, *Erdoğan, Nouveau Père de la Turquie ?*, Editions François Bourin, Paris, février 2016

DORRONSORO Gilles, *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*, Paris, Editions Autrement, 2009.

JOSSERAN Tancredi, *La nouvelle puissance turque – L'adieu à Mustapha Kemal*, Ellipses, Paris, 2010.

MARCOU Jean et TÜRKMEN Füsün, *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*, Paris, Editions Harmattan, novembre 2014.

NAHAVANDI Firouzeh (sous la direction de), *Turquie, le déploiement stratégique*, Bruxelles, Editions Bruylant, 2012.

NOHRA Fouad et EGE Asli, *Où va la Turquie ? Etude des mutations politiques récentes (2000-2011)*, Paris, Editions Les points sur les i, avril 2014.

PARLA DAL Emel (sous la direction de), *La politique turque en question : entre imperfections et adaptations*, Paris, Editions Harmattan, 2012.

SEMO Marc, *Turquie, la révolution du Bosphore*, Paris, Editions du cygne, 2009.

VEREZ Jean-Claude (sous la direction de), *La Turquie au carrefour d'enjeux stratégiques*, Revue Tiers-Monde, n°194, Avril-juin 2008.

### **Héritage historique et situation globale du pays :**

ALVI Hayat, *La république post-séculaire : Les expériences de la Turquie avec l'Islamisme*, ASPJ Afrique & Francophonie, 2<sup>ème</sup> trimestre 2015, p. 25-45.

DUVAL Claude et PERTUZIO André. *La Turquie, château d'eau et couloir pétrolier*. Géostratégiques, n° 30, 1<sup>er</sup> trimestre 2011, p. 81-92.

PETINOS Charalambos, *Où va la Turquie ? Néo-ottomanisme et islamo-conservatisme*. Paris, Harmattan, 2013. p. 15-17.

SENI Nora, *Les Arabes, les Turcs ; si loin, si proches*. Hérodote n°160-161. La Découverte. 1<sup>er</sup> trimestre 2016, p. 319-336.

**Politique intérieure :**

BILLION Didier, *Une nouvelle ère politique en Turquie*, Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 27 juillet 2016.

BILLION Didier, *L'autoritarisme structurant de la vie politique en Turquie*, Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 17 août 2016.

BILLION Didier, *Purge en Turquie : la « stratégie autoritaire d'Erdogan »*, Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 9 novembre 2016.

BILLION Didier, *Attentats en Turquie / Répression du HDP : La réponse du gouvernement turc est-elle appropriée ?*, Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 15 décembre 2016.

BILLION Didier, *Turquie, réforme constitutionnelle : Vers un régime autoritaire et personnalisé ?*, Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 18 janvier 2017.

CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'ECOLE MILITAIRE, *Turquie : Anciennes chausses et nouveaux atours*, Infoveilles, CDEM-SAPD, 1<sup>er</sup> septembre 2010.

DORRONSORO Gilles, GROJEAN Olivier et HERSANT Jeanne. *Surveillance, normalisation, and repression*. European Journal of Turkish Studies, 23 juillet 2014.

ERDOĞAN Recep Tayyip, *Message of President Erdogan on the Republic day*, Site internet de la présidence de la République, Ankara, Turquie, 28 octobre 2016.

ERDOĞAN Recep Tayyip, *President's message on the 71st Anniversary of the establishment of the UN*, Site internet de la présidence de la République, Ankara, Turquie, 24 octobre 2016.

ERDOĞAN Recep Tayyip, *President Erdogan's statement on Terrorist attack in Semdinli district of Hakkari*, Site internet de la présidence de la République, Ankara, Turquie, 09 octobre 2016.

ERDOĞAN Recep Tayyip, *August 30 Victory day*, Site internet de la présidence de la République, Ankara, Turquie, 29 août 2016.

ERDOĞAN Recep Tayyip, *Message of President Erdogan on the Republic day*, Site internet de la présidence de la République, Ankara, Turquie, 28 octobre 2015.

MOYEUVRE Patrice, *Turquie : Echech d'un coup d'Etat mal préparé*, Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 25 juillet 2016.

ÖZDAL Habibe et ÖZERTEM Hasan Selim. *What Will the Power Shift Bring to Turkish Politics and to Turkey-Russia Relations ?* Russian International Affairs Council, 28 août 2014.

PARLAR DAL Emel, *La politique turque en question : entre imperfections et adaptations*, L'Harmattan, Paris, 2012.

SEUFERT Günther. *Erdoğan's "New Turkey". Restoring the Authoritarian State in the Name of Democracy*. Stiftung Wissenschaft und Politik, octobre 2014.

TEBIB Roger, *Les problèmes de sécurité en Turquie*, Géo n°30, 2 février 2011.

### **Question kurde :**

BILLION Didier (séminaire animé par), *Quelles configurations politiques de la question kurde ? Acteurs, enjeux et perspectives*. Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 19 mai 2016.

CLUB DU MILLENAIRE, *Le PKK : Quel terrorisme ?* Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, avril 2013.

GORGAS Jordi Tejel. *La question kurde : passé et présent*. Editions l'Harmattan, Paris, 2014.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Turkey and Iraqi Kurds : Conflict or cooperation ?* Middle East Report n°81, Bruxelles, 13 novembre 2008.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *A Sisyphean Task? Resuming Turkey-PKK Peace Talks* Crisis Group Europe Briefing n°77, Istanbul/Bruxelles, 17 décembre 2015.

### **Economie :**

AKAGÜL Deniz. *L'économie turque face à la mondialisation*. Diplomatie, n° 65, novembre-décembre 2013, p. 58-61.

FISCHER Severin, *Turkey and the energy transit question*, Carnegie Edowment for international peace, Europe, 23 août 2016.

### **Politique régionale de la Turquie :**

AKGÖNÜ Samim. *La Turquie désorientée*. Orient XXI, 9 octobre 2014.

AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE EN FRANCE, *Politique étrangère – Synopsis*, téléchargé le 8 novembre 2016 sur le site internet de l'ambassade de Turquie en France, non daté.

BILLION Didier, *Rapprochement Israël-Turquie : Quels intérêts communs ?* Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 1 juillet 2016.

BILLION Didier (séminaire animé par), *La perspective d'un retour de l'Iran sur la scène internationale : Quelles conséquences au niveau régional et pour la Turquie ?* Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 28 octobre 2015.

BILLION Didier. *Les défis de la politique régionale de la Turquie.* Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, 6 octobre 2014.

ERDOĞAN Recep Tayyip, *Press statement on the 13th Islamic summit conference of the OIC*, Site internet de la présidence de la République, Ankara, Turquie, 07 avril 2016.

GIBLIN Béatrice. *La Turquie, puissance régionale émergente ?* Hérodote, n° 148, 1<sup>er</sup> trimestre 2013, p. 3-7.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Turkey and the Middle East: Ambitions and constraints.* Europe Report n°203, 7 avril 2010.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Turkey and Iran: Bitter Friends, Bosom Rivals.* Crisis Group Middle East Briefing n°51. Istanbul/Téhéran/Bruxelles. 13 décembre 2016.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE, *Aperçu général de la politique étrangère de la Turquie*, téléchargé le 9 novembre 2016 sur le site internet du ministère des affaires étrangères de la république de Turquie, non daté.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE, *Relations de la Turquie avec les pays du Caucase du sud*, téléchargé le 9 novembre 2016 sur le site internet du ministère des affaires étrangères de la république de Turquie, non daté.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE, *Relations avec les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord*, téléchargé le 9 novembre 2016 sur le site internet du ministère des affaires étrangères de la république de Turquie, non daté.

SCHMID Dorothée. *Turquie, la quête du surclassement.* in Ramsès 2015. Paris, Dunod, septembre 2014, p. 78-83.

### **Conflit en Syrie-Irak :**

BILLION Didier. *Mossoul : Que cherche la Turquie ?* Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, 25 octobre 2016.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Turkey's Refugee Crisis: The Politics of Permanence.* Europe Report n°241. Bruxelles. 30 novembre 2016.

LUND Aron, *After murky diplomacy, Turkey intervenes in Syria*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Middle East Center, Beyrouth, Liban, 24 août 2016.

SAYIGH Yezid, *Smoke and mirrors*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Middle East Center, Beyrouth, Liban, 20 octobre 2016.

YILMAZ Özcan. *Syrie : Ankara contre Téhéran ?* Politique étrangère, n° 3/2014, automne 2014, p. 121-131.

### **Relations avec l'Union européenne, les Etats-Unis et la Chine :**

ALEX Bastien. *Le processus d'adhésion de la Turquie : un révélateur des défis européens*. Diplomatie, n° 65, novembre-décembre 2013, p. 62-65.

AMMAR Mohamed, *La Turquie et le rêve européen*, HAL, archives-ouvertes.fr, 15 février 2016.

CHAPONNIERE Jean-Raphaël. *La Turquie bascule vers la Chine*. Asie 21-Futuribles, lettre confidentielle, n° 66, octobre 2013.

DEL VALLE Alexandre, *Le néo-impérialisme turc à Chypre et l'Union européenne*, Géopolitico-scanner, www.atlantico.fr , publié le 24 juin 2016.

ERDOĞAN Recep Tayyip, *Message by President Recep Tayyip Erdogan on occasion of Europe day*, Site internet de la présidence de la République, Ankara, Turquie, 09 mai 2016.

JOSSERAN Tançrède. *La Turquie et les Etats-Unis, le croissant et la bannière étoilée*. Diploweb.com, 24 août 2014.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE, *Les relations avec les pays européens*, téléchargé le 9 novembre 2016 sur le site internet du ministère des affaires étrangères de la république de Turquie, non daté.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE, *Les relations politiques entre la Turquie et la France*, téléchargé le 9 novembre 2016 sur le site internet du ministère des affaires étrangères de la république de Turquie, non daté.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE, *Relations avec la région de l'Amérique du nord*, téléchargé le 9 novembre 2016 sur le site internet du ministère des affaires étrangères de la république de Turquie, non daté.

PIERINI Marc, *The Ankara-Brussels problem*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Europe, Bruxelles, Belgique, 25 août 2016.

PIERINI Marc, *The EU and Turkey's concrete work agenda*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Europe, Bruxelles, Belgique, 19 septembre 2016.

PIERINI Marc, *Turkey, Russia and the European diplomatic chessboard*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Europe, Bruxelles, Belgique, 17 octobre 2016.

PIERINI Marc, *Handling Turkey's Runaway Politics*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Europe, Bruxelles, Belgique, 14 novembre 2016.

PIERINI Marc, *Turkey's Impending Estrangement From the West*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Europe, Bruxelles, Belgique, 12 décembre 2016.

ÜLGEN Sinan, *Turkey is much bigger than Erdogan*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Europe, Bruxelles, Belgique, 1er septembre 2016.

ÜLGEN Sinan, *Wither Turkey*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Europe, Bruxelles, Belgique, 23 septembre 2016.

ÜLGEN Sinan and ERGUN Doruk. *Is Trump good for the Turkey-US relationship?* Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Europe, Bruxelles, Belgique, 12 novembre 2016.

ÜLGEN Sinan, *Turkey needs a soft exit from the EU*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Europe, Bruxelles, Belgique, 22 novembre 2016.

YEKELER Zeynep, *Harsh Rhetoric Underlines Growing Tensions in the Turkey-EU Relationship after July 15*, Center for Strategic and International Studies, Washington, 11 octobre 2016.

#### **Relations avec la Russie:**

AYDINTASBAS Asli, *With friends like these: Turkey, Russia and the end of an unlikely alliance*, European Council on foreign affairs, juin 2016.

ERDOĞAN Recep Tayyip, *Statement on the phone conversation with President Vladimir Putin of the Russian Federation*, Site internet de la présidence de la République, Ankara, Turquie, 29 juin 2016.

Center for Security Studies, ETH Zurich, *Russia-Turkey relations*, Russian analytical digest, n°179, 12 février 2016.

KRUTIKHIN Mikhail, *Turkish Stream : The cost of Russia's stubbornness*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Moscow Center, 20 octobre 2016.

SHLYKOV Pavel, *Russian-Turkish relations: Quick to destroy, slower to mend*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Moscow Center, 20 octobre 2016.

ÜSTÜN Çigdem, *Russia-Turkey: From honeymoon to rivalry, a return to the ghosts of the past?* Cicero Foundation Great Debate Paper n°16/04, Gediz University, Turquie, Avril 2016.

WAAL (de) Thomas, *Russia, Turkey and a multipolar world*, Carnegie Endowment for international peace, Carnegie Europe, Bruxelles, Belgique, 30 août 2016.

WICKETT Xenia et PARAKILAS Jacob, *Transatlantic rifts: Averting a Turkey/Russia conflict*, research paper, Chatham house, août 2016.

YILDIRIM A.Kadir, *Turkey's impending eastern turn*, Carnegie Endowment for international peace, Washington DC, USA, 18 août 2016.

**Relations avec l'Afrique :**

Carto 21, *La Turquie en Afrique*, janvier-février 2014.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE, *Les relations turco-africaines*, téléchargé le 9 novembre 2016 sur le site internet du ministère des affaires étrangères de la république de Turquie, non daté.

**Relations avec l'Asie centrale :**

JOSSERAN Tancredi. *L'eurasisme turc, la steppe comme ligne d'horizon*. Conflits, n° 1, avril-juin 2014, p. 62-64.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE, *Relations de la Turquie avec les républiques d'Asie centrale*, téléchargé le 9 novembre 2016 sur le site internet du ministère des affaires étrangères de la république de Turquie, non daté.

**La Défense turque :**

JOSSERAN Tancredi. *Les services secrets turcs, de l'Organisation Spéciale au MIT*, Stratégique , n° 105, 2014, p. 129-142.

ÜNSALDI Levent, *Du rôle politique de l'armée en Turquie*, Revue Tiers Monde n°194, Avril-juin 2008, p. 261-279.

## ANNEXE I

### Abréviations

AKP	Parti de la justice et du développement ( <i>Adalet Kalkinma Partisi</i> )
ANAP	Parti de la mère patrie ( <i>Ana Vatan Partisi</i> )
ASL	Armée Syrienne Libre
BDP	Parti de la paix et de la démocratie ( <i>Bariş ve Demokrasi Partisi</i> )
BTC	Bakou Tbilissi Ceyhan
CEE	Communauté Economique Européenne
CHP	Parti républicain du peuple ( <i>Cumhuriyet Halk Partisi</i> )
CNS	Conseil National Syrien
CPC	<i>Caspian Pipeline Consortium</i>
DHKP-C	Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple
DP	Parti démocrate ( <i>Demokrat Partisi</i> )
DYP	Parti de la juste voie ( <i>Doğru Yol Partisi</i> )
EIIL	Etat Islamique en Irak et au Levant ( <i>Daech</i> )
ETIC	<i>Euphrates-Tigris Initiative for Cooperation</i>
FDS	Forces Démocratiques Syriennes
FETO	<i>Fethullah Gülen Terrorist Organization</i>
FMI	Fonds Monétaire International
GAP	<i>Güneydoğu Anadolu Projesi</i>
GOLD	<i>General Organization for Land Development</i>
GRK	Gouvernement Régional du Kurdistan
HDP	Parti démocratique du peuple
IHH	Fondation pour l'aide humanitaire ( <i>Insani Yardim Vakfi</i> )
JITEM	Service de renseignement de la gendarmerie turque
KCK	Union des communautés du Kurdistan
KRG	Gouvernement régional du Kurdistan
MGK	Conseil de sécurité nationale ( <i>Milli Güvenlik Kurumu</i> )
MHP	Parti d'action nationaliste ( <i>Milli Hareket Partisi</i> )
MIT	Service de renseignement national ( <i>Milli Istihbarat Teskilati</i> )
OCG	Organisation de Coopération du Golfe
OCI	Organisation de la Conférence Islamique
OCS	Organisation de Coopération de Shanghai
OEI	Organisation de l'Etat Islamique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PDKI	Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak
PIB	Produit Intérieur Brut
PJAK	Parti pour la vie libre au Kurdistan (Iran)
PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan
PMA	Pays les Moins Avancés
PNB	Produit National Brut
PUK	Union patriotique du Kurdistan
PYD	Parti de l'union démocratique
RP	Parti de la prospérité ( <i>Refah Partisi</i> )
SP	Parti de la félicité ( <i>Saadet Partisi</i> )
SYDF	Fonds d'aide sociale et de solidarité

TAK	Faucons de la liberté du Kurdistan
TIKA	Agence de développement et de coopération turcophone
TRNC	<i>Turkish Republic of Northern Cyprus</i>
TRTC	<i>Turkish Radio and Television Corporation</i>
TURKSOY	Fondation de l'Organisation internationale de la culture turque
TÜSIAD	Association des hommes d'affaires et des industriels turcs ( <i>Türk sanayici ve isadamlari derneği</i> )
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UPK	Union Patriotique du Kurdistan
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
YOK	Conseil de l'enseignement supérieur (Yüksek Öğretim Kurulu)
YPG	Unités de protection du peuple ( <i>Yekîneyên Parastina Gel</i> )

## ANNEXE II

### Chronologie

Evénements dans le monde	Evénements régionaux	Politique étrangère turque	Politique intérieure turque
<b>1920</b>			
		10 août : Traité de Sèvres	1920-1930 : Plusieurs révoltes kurdes sont sévèrement réprimandées.
<b>1923</b>			
		24 juillet : Traité de Lausanne	Octobre : création de la République de Turquie
<b>1925</b>			
		Décembre : La Turquie perd la province de Mossoul à la suite d'un arbitrage de la SDN.	1925-1928 : Transformation de la Turquie en Etat laïc.
<b>1938</b>			
			10 novembre : Mort de Mustapha Kemal
<b>1939</b>			
Septembre : début de la seconde guerre mondiale.		1939-1945 : La Turquie reste neutre durant la seconde guerre mondiale.	
<b>1945</b>			
8 mai : Capitulation de l'Allemagne. Fin de la 2 <sup>ème</sup> GM en Europe.	L'URSS exige de la Turquie une révision du régime des détroits et la restitution des vilayets orientaux de Kars et Ardahan.	La Turquie est l'un des 51 membres fondateurs de l'ONU.	
<b>1946</b>			
Début de la guerre froide.			
<b>1947</b>			
		La Turquie bénéficie du plan Marshall.	
<b>1948</b>			
		La Turquie est membre créateur de l'OECE.	
<b>1949</b>			
		La Turquie adhère au Conseil de l'Europe.	
<b>1950</b>			
		1950-1951 : La Turquie participe à la guerre de	Arrivée du Parti démocrate au pouvoir.

		Corée aux côtés de l'armée américaine.	Adnan Menderes devient Premier ministre.
<b>1952</b>			
		18 février : La Turquie devient membre de l'OTAN.	
<b>1953</b>			
			Le gouvernement dissout de nombreuses organisations et associations religieuses.
<b>1954</b>			
			26 février : Naissance de Recep Tayyip Erdoğan
<b>1955</b>			
		La Turquie signe le pacte de Bagdad.	6-7 septembre : la communauté grecque orthodoxe d'Istanbul est attaquée. Ses biens sont pillés.  Grave crise économique.
<b>1958</b>			
			La livre turque est dévaluée de 300%.
<b>1959</b>			
		31 juillet : La Turquie présente sa demande d'association à la CEE.	
<b>1960</b>			
			27 mai : Coup d'Etat des militaires contre le gouvernement d'Adnan Menderes.
<b>1961</b>			
		La Turquie est membre créateur de l'OCDE.	9 juillet : La Turquie adopte une nouvelle constitution.  17 septembre : Exécution d'Adnan Menderes.
<b>1962</b>			
			22 février : Echec de la tentative de coup d'Etat du colonel Talat Aydemir.

<b>1963</b>			
		Signature d'un premier accord d'association avec la CEE.  Décembre : 1 <sup>ère</sup> crise chypriote.	21 mai : Echech d'une nouvelle tentative de coup d'Etat du colonel Talat Aydemir.
<b>1964</b>			
		1 <sup>er</sup> décembre : L'accord d'association avec la CEE entre en vigueur.	
<b>1966</b>			
			Le Parti de la Justice voit apparaitre en son sein une fraction réclamant une politique beaucoup plus orientée vers l'islam.
<b>1969</b>			
		La Turquie est l'un des membres fondateurs de l'OCI.	
<b>1970</b>			
		Signature d'un protocole fixant l'objectif d'une union douanière avec la CEE.	
<b>1971</b>			
			12 mars : Coup d'Etat militaire.
<b>1974</b>			
		20 juillet : Début de l'opération Attila. La Turquie occupe militairement le nord de Chypre.	
<b>1975</b>			
			Premiers attentats organisés par l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (120 attentats et 22 assassinats entre 1975 et 1997).
<b>1978</b>			
		Les EU lèvent l'embargo imposé après l'invasion de Chypre.	27 novembre 1978 : Naissance du PKK.

<b>1979</b>			
	Février : Révolution iranienne.		
<b>1980</b>			
	Début du conflit Iran-Irak.		Mai : une grève générale proteste contre les violences de l'extrême droite.  12 septembre : Coup d'Etat des militaires contre le gouvernement.
<b>1982</b>			
	Opération israélienne « Paix pour la Galilée » au Liban		18 octobre : La Turquie adopte une nouvelle constitution par referendum.  Décembre : crise financière.
<b>1983</b>			
			Novembre : Victoire du Parti de la mère patrie (ANAP) aux élections législatives. Turgut özal devient Premier ministre.
<b>1984</b>			
			15 août : Début de la guérilla kurde menée par le PKK.
<b>1987</b>			
		Avril : La Turquie présente une demande d'adhésion à la CEE.	
<b>1984</b>			
			Le Parti de la prospérité prend la suite du Parti du salut national interdit par l'armée.
<b>1989</b>			
Le parlement européen reconnaît le génocide arménien.  Novembre : Chute du mur			Election de Turgut Özal à la présidence de la république

de Berlin.			
<b>1990</b>			
	Août : Déclenchement de la 1 <sup>ère</sup> guerre du Golfe	La Turquie soutient la coalition alliée et met à sa disposition la base d'Incirlik.	
<b>1991</b>			
31 Décembre : Fin de l'URSS	Avril : Le nord de l'Irak est déclaré zone protégée. Naissance d'une autorité régionale kurde.		
<b>1992</b>			
		Novembre : Intervention de 20.000 soldats turcs au Kurdistan irakien, zone de repli du PKK.  Création de l'Agence de développement et de coopération turcophone (TIKA).	
<b>1993</b>			
Janvier : Bill Clinton devient président des Etats-Unis.		Juin : Le conseil européen de Copenhague prévoit un renforcement de la coopération avec la Turquie.  Fondation de l'Organisation internationale de la culture turque (TURKSOY)	Mort du président Turgut Özal (crise cardiaque)
<b>1994</b>			
	1994-1998 : Guerre civile au Kurdistan irakien.		27 mars : R.T.Erdoğan est élu maire d'Istanbul.
<b>1995</b>			
			Décembre : Le <i>Refah</i> , parti islamiste, sort vainqueur des élections législatives.
<b>1996</b>			
		Mise en place d'une union douanière avec l'UE.  Signature d'un accord de coopération militaire	Juillet : L'islamiste Necmettin Erbakan devient Premier ministre.

		avec Israël.	
<b>1997</b>			
		Le conseil européen décide de lancer le processus d'adhésion pour 10 Etats d'Europe centrale et orientale mais rejette la candidature de la Turquie.  La Turquie menace la Syrie d'une intervention militaire sur son sol.	28 février : Necmettin Erbakan doit quitter le pouvoir sous la pression de l'armée.
<b>1998</b>			
		La Turquie et la Syrie manquent de rentrer en guerre.  20 octobre : Signature du traité d'Adana. La Syrie s'engage à cesser tout soutien au PKK.	5 novembre : R.T.Erdoğan est démis de ses fonctions de maire d'Istanbul.
<b>1999</b>			
		La Turquie est admise au sein du G20.  Décembre : Le conseil européen reconnaît le statut de candidat à l'UE de la Turquie.	Février : Abdullah Öcalan, leader du PKK est arrêté par les services turcs.  24 mars – 26 juillet : Recep Erdoğan est emprisonné pour un discours considéré comme une incitation à la haine.  Fethullah Gülen s'exile aux Etats-Unis.
<b>2000</b>			
		La Turquie signe des pactes internationaux sur les droits civils, politiques, économiques et sociaux.	2000-2001 : Crise financière en Turquie.
<b>2001</b>			
Janvier : George.W.Bush devient président des Etats-Unis.			Février : crise financière due au manque de confiance dans les banques.

Janvier : Le parlement français reconnaît le génocide arménien de 1915. 11 septembre : Attentats aux Etats-Unis			14 août : Fondation de l'AKP dont Recep Erdoğan est promu secrétaire général.
<b>2002</b>			
			3 novembre : L'AKP gagne les élections législatives
<b>2003</b>			
	Mars : déclenchement de la 2 <sup>ème</sup> guerre du Golfe	Mars : La Turquie refuse le déploiement de 62.000 soldats américains sur son territoire.	15 mars : R.T.Erdoğan devient Premier ministre.  15 et 20 novembre : Attentats attribués à Al Qaïda à Istanbul (60 morts).
<b>2004</b>			
17 décembre : Le Conseil européen décide d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Turquie.	12 mars : révolte des Kurdes syriens à Qamichli.  24 avril : Les Chypriotes-turcs se prononcent pour un plan de paix proposé par l'ONU.  1 <sup>er</sup> mai : La République de Chypre adhère à l'UE.		28 mars : L'AKP remporte 40% des suffrages aux élections municipales montrant qu'il convainc au-delà des rangs de l'islam politique.  13 mai : Le Parlement turc facilite l'accès à l'université aux étudiants issus des lycées religieux.  1 <sup>er</sup> juin : Le PKK met fin à son cessez-le-feu.  Septembre : L'AKP propose en vain une réforme du code civil permettant de pénaliser l'adultère.
<b>2005</b>			
		2005-2013 : La Turquie assure le secrétariat de l'Organisation de la Conférence Islamique.  Début officiel des négociations portant sur	17 novembre : inauguration du gazoduc <i>Blue Stream</i> .

		l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.  La Turquie obtient un siège d'observateur à l'UA.	
<b>2006</b>			
	Juillet 2006 : Guerre d'Israël contre le <i>Hezbollah</i> au Liban.	Février : Crise diplomatique avec Israël à la suite de la visite de Khaled Mechaal, leader du <i>Hamas</i> à Ankara.  Tensions diplomatiques avec la France au sujet d'un projet de loi visant à pénaliser la négation du génocide arménien.  Décembre : gel temporaire des négociations avec l'UE lié à la question de Chypre.	
<b>2007</b>			
	Septembre : Lors de l'opération <i>Orchard</i> visant des installations présumées nucléaires en Syrie, des avions israéliens violent l'espace aérien turc.	Mars : A l'occasion du congrès d'Antalya, la Turquie annonce son intention d'adopter une politique de partage des ressources hydriques plus équitable avec ses voisins.	Hiver-printemps 2007 : La Turquie connaît une vague d'attentats et d'assassinats.  Juin : Création du KCK.  Juin : Découverte de caches d'armes à Istanbul. Début de l'affaire « <i>Ergenekon</i> ».  22 juillet : Victoire de l'AKP aux élections législatives.  28 août : Abdullah Gül devient président de la République.  21 octobre : Plusieurs centaines de combattants du PKK

			attaquent une garnison turque à la frontière irakienne.
<b>2008</b>			
Crise financière mondiale  Août : Conflit russo-georgien.	27 décembre : Israël lance la sanglante opération « Plomb durci » contre le Hamas dans la bande de Gaza.	21 février: Après d'intenses bombardements, l'armée turque pénètre en Irak pour attaquer des positions du PKK (240 rebelles tués).  Mai: Recep Erdoğan rencontre le Premier ministre kurde irakien à Erbil.  Septembre: recep Erdoğan est le premier chef de l'Etat turc à se rendre en Arménie.	Août : Les juges de la cour constitutionnelle décident de limiter le financement de l'AKP qui est placé sous surveillance.  20 octobre : début du procès « Ergenekon 1 ».  Décembre : Le MIT commence des négociations secrètes avec le PKK à Oslo.
<b>2009</b>			
Janvier : Barack Obama devient président des Etats-Unis		2009-2010 : La Turquie occupe un siège non-permanent au conseil de sécurité des Nations unies.  29 janvier : A Davos, Recep Erdoğan réagit violemment à une intervention du président israélien Shimon Peres.  Ahmet Davutoğlu devient ministre des Affaires étrangères.  3 octobre : Mise en place du Conseil de Coopération des pays turcophones.	1 <sup>er</sup> janvier : Lancement de la 1 <sup>ère</sup> chaine turque en langue kurde.  Printemps : Recep Erdoğan lance des réformes au profit du Kurdistan turc. Ere de l' « ouverture kurde »  20 juillet : Début du procès « Ergenekon 2 ».  21 juillet : Le Conseil de l'enseignement supérieur donne accès à toutes filières universitaires aux étudiants venant des lycées religieux.  Novembre : Début du procès <i>Ergenekon</i> .
<b>2010</b>			
	31 mai : La marine israélienne arraisonne le navire turc <i>Mavi</i>	17 mai : La Turquie annonce avoir trouvé un accord sur le nucléaire	12 septembre : Un referendum permet indirectement à l'AKP

	<p><i>Marmara</i> qui tentait de franchir le blocus de Gaza (9 morts).</p> <p>9 juin : Contre l'avis de la Turquie, l'ONU adopte des sanctions contre l'Iran.</p>	<p>avec Téhéran grâce à une action diplomatique menée avec le Brésil.</p> <p>Décembre : Recep Erdoğan reçoit le prix des droits de l'homme de Mouammar Kadhafi.</p>	<p>de prendre le contrôle de l'appareil judiciaire.</p>
<b>2011</b>			
<p>22 décembre : En France, une loi prévoit de verbaliser toute négation du génocide arménien.</p>	<p>Janvier : Début des « Printemps arabes »</p> <p>15 septembre : Création du Conseil National Syrien à Istanbul.</p> <p>Les autorités iraniennes et le PJAK signent une trêve.</p>	<p>1<sup>er</sup> février : Recep Erdoğan demande à Hosni Moubarak d'entendre les revendications de son peuple.</p> <p>Juillet : Recep Erdoğan demande à Mouammar Kadhafi de quitter le pouvoir.</p> <p>Septembre : Recep Erdoğan mène une tournée triomphale dans plusieurs pays arabes (Egypte, Tunisie, Libye). Il menace Bachar el-Assad à qui il enjoint de quitter le pouvoir.</p> <p>Tentative turco-brésilienne de négocier directement avec l'Iran le dossier nucléaire.</p> <p>Septembre : La Turquie menace de geler ses relations avec l'UE si Chypre exerce sa présidence comme prévu.</p>	<p>12 juin : victoire triomphale de l'AKP aux élections législatives.</p>
<b>2012</b>			
	<p>Juillet : L'armée syrienne se retire des régions kurdes.</p>	<p>Février : La Turquie commence à accueillir sur son territoire les réunions des « pays amis du peuple syrien ».</p>	

		<p>Juin : L'armée turque abat un avion syrien.</p> <p>Juillet : La Turquie et le Qatar signent un accord de coopération militaire.</p> <p>Le MIT est chargé de gérer la crise syrienne en lieu et place du Ministère des Affaires étrangères.</p> <p>Octobre : L'armée turque bombarde le territoire syrien.</p> <p>Novembre : La Turquie demande le déploiement de moyens anti-aériens de l'Otan à la frontière syro-turque.</p> <p>3 décembre : Visite de V.Poutine en Turquie.</p>	
<b>2013</b>			
	<p>Janvier : Assassinat de 3 militantes du PKK à Paris.</p> <p>9 avril : Création de l'EIIL.</p> <p>Juin : Election d'Hassan Rohani en Iran.</p> <p>Juillet : Le général Abdel Fattah al-Sisi prend le pouvoir en Egypte.</p> <p>Août : Les Etats-Unis menacent de bombarder la Syrie à la suite de l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar el-Assad.</p> <p>Novembre : L'ambassadeur de Turquie en Egypte est</p>	<p>Echec de la candidature d'Istanbul à l'organisation des Jeux olympiques.</p> <p>La candidature de la Turquie au Groupe de Shanghai n'est pas acceptée du fait de sa trop grande proximité avec l'Occident.</p> <p>Mai : Barack Obama demande Recep Erdoğan de ne pas armer de manière indiscriminée les groupes combattant le régime syrien.</p> <p>26 juin : Afin de protester contre la répression du mouvement de Gezi, l'UE gèle pour 4 mois les négociations portant</p>	<p>Déploiement de batteries de missiles Patriot appartenant à l'OTAN en Turquie.</p> <p>21 mars : Abdullah Öcalan appelle les Kurdes à cesser les combats. Début du « processus de paix » avec la guérilla kurde.</p> <p>Mai-juin : Le « mouvement de Gezi » dénonce la politique de Recep Erdoğan.</p> <p>Septembre : Le PKK annonce la suspension du retrait de ses combattants du territoire turc.</p> <p>Décembre : révélations compromettantes sur un</p>

	déclaré <i>persona non grata</i> au Caire.	sur l'adhésion de la Turquie.  5 novembre : Reprise des négociations avec l'UE.  16 décembre : Un accord sur l'immigration est signé avec l'UE.	filis et des ministres de Recep Erdoğan.
<b>2014</b>			
	4 janvier 2014: L'Etat islamique s'empare de Falloujah.  10 juin: L'Etat islamique s'empare de Mossoul.  29 juin : Abou Bakr al-Baghdadi annonce la création d'un califat sur les territoires qu'il contrôle.	Juin : Visite historique du président iranien Hassan Rohani en Turquie.	Janvier 2014 : Des camions d'armes à destination de la Syrie convoyés par le MIT sont interceptés à la frontière syrienne.  30 mars : Elections municipales.  Mai : Accident dans la mine de charbon de Soma (Ouest du pays). Bilan : 300 morts.  Reprise des combats avec la rébellion kurde.  10 Août : R.T.Erdoğan devient président de la République turque avec plus de 50% des suffrages.  2 octobre : le HDP (parti kurde) s'oppose à l'envoi de l'armée turque en Syrie.
<b>2015</b>			
	14 juillet : Accord international sur le nucléaire iranien.	La Turquie prend la présidence du G20.  Echec de la candidature de la Turquie à un poste de membre non-permanent du conseil de sécurité des Nations unies.  24 novembre : Un avion	Juin : Elections législatives. L'AKP perd des voix et ne parvient pas à constituer un gouvernement.  Juillet : Fin de la trêve entre l'Etat turc et le PKK.

		russe est abattu par l'armée turque.	10 octobre 2015 : Attentat attribué à Daech à Istanbul (102 morts).  Novembre : Elections législatives. Avec plus de 50% des voix l'AKP triomphe à nouveau.  Novembre : sommet du G20 en Turquie.
<b>2016</b>			
	17 mars : proclamation d'une entité fédérale kurde en Syrie.  22 décembre : Prise d'Alep par les forces syriennes et russes.  30 décembre : Accord de cessez-le-feu en Syrie à l'instigation de la Russie, de la Turquie et de l'Iran.	Août : R.T.Erdoğan et V.Poutine se rencontrent à St Petersburg.  Septembre : début de l'opération « Bouclier de l'Euphrate » en Syrie.  10 octobre : La Turquie et la Russie signent un accord portant sur le gazoduc <i>Turkish Stream</i> .  Novembre : La Turquie reconnaît mener des négociations portant sur l'achat de systèmes anti-aériens avec la Russie.	15 juillet : tentative de Coup d'Etat contre R.T.Erdoğan  31 décembre : Attentat dans une boîte de nuit d'Istanbul revendiqué par l'EI.
<b>2017</b>			
Janvier : Donald Trump devient président des Etats-Unis	23-27 janvier : Organisées par la Russie, la Turquie et l'Iran, des négociations entre le régime syrien commencent à Astana (Kazakhstan).		16 avril : Referendum sur la modification de la constitution turque.

## ANNEXE III

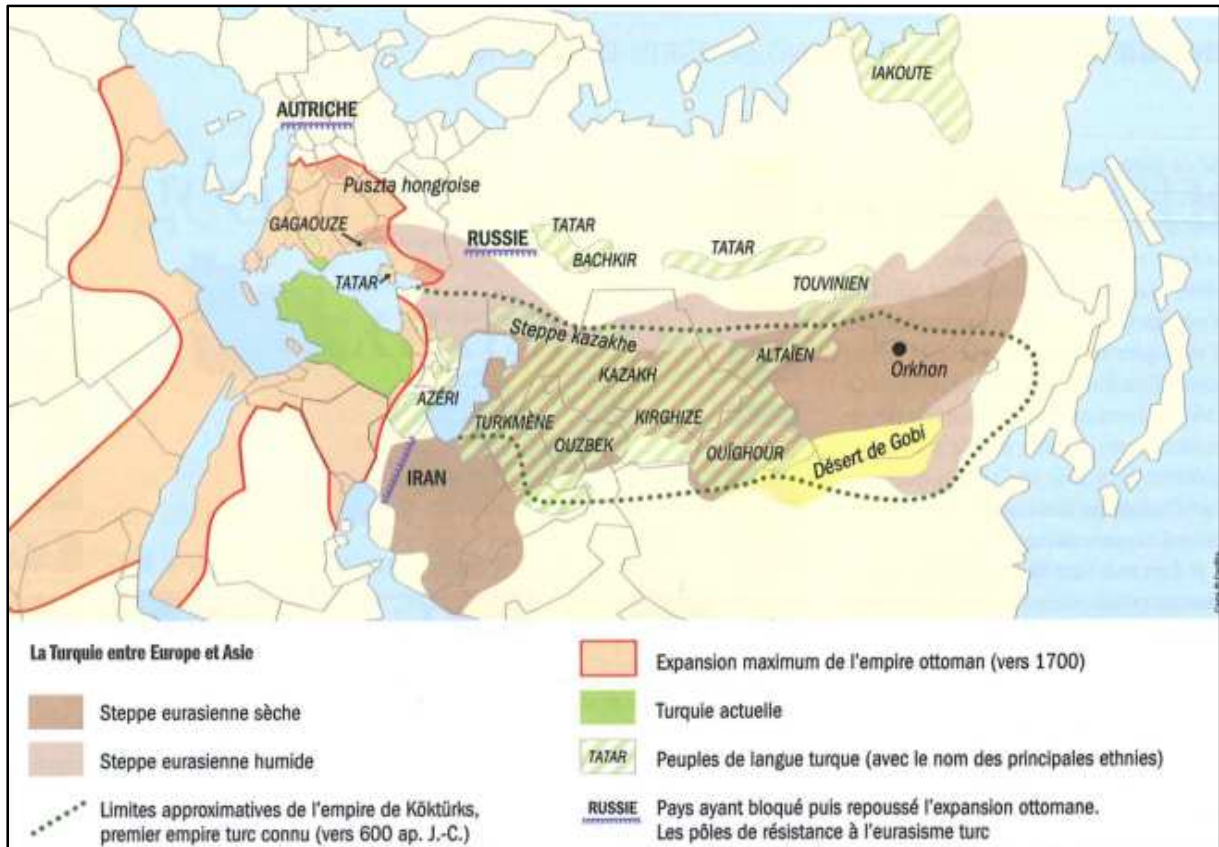
### Cartes

#### Carte n°1 : la Turquie



Carte extraite du rapport *Turkey's refugee crisis : The politics of permanence*, International Crisis Group, Europe Report n°241, 30 novembre 2016, p.27.

## Carte n°2 : La Turquie entre Europe et Asie



Extrait de JOSSERAN Tancrède. *L'Eurasisme turc. La steppe comme ligne d'horizon.*  
Dossier : Eurasie. Le grand dessein de Poutine. Conflits n°1, avril-juin 2014, p.63.

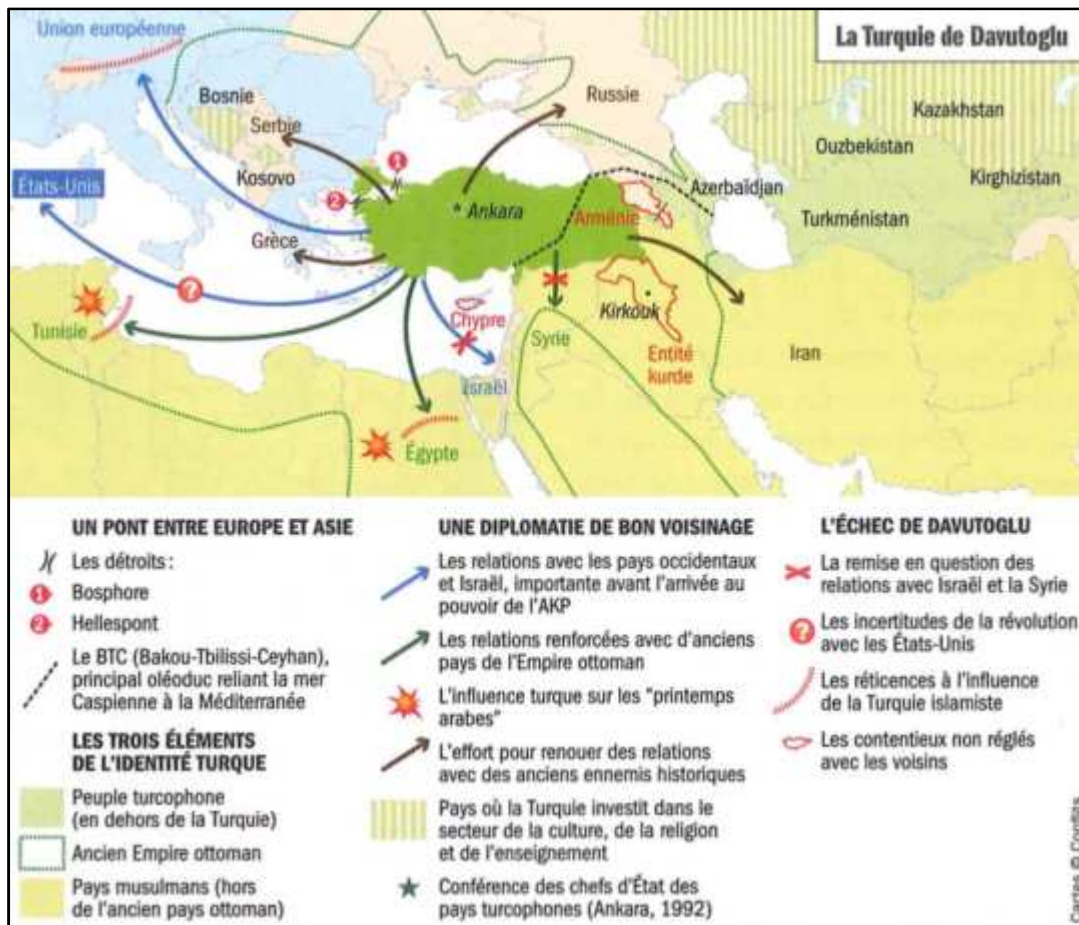
Carte n°3 : les populations turcophones



Commentaire : Le texte en exergue signifie : « *Le monde turc, hier à l'état de rêve, aujourd'hui en voie de réalisation, demain l'unité* ».

Extrait de JOSSERAN Tançrède. *L'Eurasisme turc. La steppe comme ligne d'horizon*. Dossier : Eurasie. Le grand dessein de Poutine. Conflits n°1, avril-juin 2014, p.64.

Carte n°4 : la doctrine Davutoğlu





## ANNEXE IV

### Liste des présidents de la République de Turquie

N°	Identité	Début du mandat	Fin du mandat	Parti politique
1	Mustafa Kemal Atatürk (1881- 1938)	29 octobre 1923	10 novembre 1938	CHP
2	İsmet İnönü (1884 –1973)	11 novembre 1938	22 mai 1950	CHP
3	Celâl Bayar (1883 - 1986)	22 mai 1950	27 mai 1960	DP
	Armée suite à un coup d’Etat	27 mai 1960	10 octobre 1961	-
4	Cemal Gürsel (1895 – 1966)	10 octobre 1961	28 mars 1966	Indépendant
5	Cevdet Sunay (1899 - 1982)	28 mars 1966	28 mars 1973	Indépendant
6	Fahri Korutürk (1903 - 1987)	6 avril 1973	6 avril 1980	Indépendant
	Armée suite à un coup d’Etat	12 septembre 1980	9 novembre 1982	-
7	Kenan Evren (1917 - 2015)	9 novembre 1982	9 novembre 1989	Indépendant
8	Turgut Özal (1927 - 1993)	9 novembre 1989	17 avril 1993	ANAP
9	Süleyman Demirel (1924 - 2015)	16 mai 1993	16 mai 2000	AP
10	Ahmet Necdet Sezer (1941 -)	16 mai 2000	28 août 2007	Indépendant
11	Abdullah Gül (1950 -)	28 août 2007	28 août 2014	AKP
12	Recep Tayyip Erdoğan (1954 -)	28 août 2014	-	AKP

## ANNEXE V

### Attentats en Turquie (2015-2017)

Date	Lieu	Bilan	Type	Attribué à/ Revendiqué par
5 janvier 2017	Izmir	2 morts	Attaque à mains armées	Faucons de la liberté du Kurdistan
1 <sup>er</sup> janvier 2017	Istanbul	39 morts 65 blessés	Attaque à mains armées (1 assaillant)	Etat Islamique
19 décembre 2016	Ankara	1 mort	Assassinat de l'ambassadeur de Russie	islamiste
17 décembre 2016	Kayseri	14 morts 56 blessés	Véhicule piégé	Revendiqué par les Faucons de la liberté du Kurdistan
10 décembre 2016	Istanbul	44 morts	Véhicule piégé Kamikaze	Revendiqué par les Faucons de la liberté du Kurdistan
24 novembre 2016	Adana	2 morts 33 blessés	Véhicule piégé	?
4 novembre 2016	<a href="#">Diyarbakır</a>	11 morts 100 blessés	Véhicule piégé	Etat islamique ou Faucons de la liberté du Kurdistan
9 octobre 2016	Semdinli	18 morts	Véhicule piégé	Attribué au PKK
26 août 2016	Cizre	11 morts 78 blessés	Véhicule piégé	PKK
20 août 2016	Gaziantep	57 morts 100 blessés	Kamikaze	Etat islamique
28 juin 2016	Istanbul	47 morts	Kamikazes	Attribué à l'Etat Islamique
7 juin 2016	Istanbul	11 morts	Véhicule piégé	Faucons de la liberté du Kurdistan
19 mars 2016	Istanbul	4 morts 36 blessés	Kamikaze	Attribué à l'Etat Islamique
13 mars 2016	Ankara	37 morts 125 blessés	Véhicule piégé	Revendiqué par les Faucons de la liberté du Kurdistan
17 février 2016	Ankara	38 morts 61 blessés	Véhicule piégé	PYD/PKK Ou Faucons de la liberté du Kurdistan
12 janvier 2016	Istanbul	12 morts	Kamikaze	Attribué à l'Etat Islamique
10 octobre 2015	Gare	128		Etat Islamique

	d'Ankara	morts 500 blessés		
20 juillet 2015	Suruç	31 morts 100 blessés	Véhicule piégé	Etat Islamique

